SÉNAT

Session ordinaire de 1919.

COMPTE RENDU IN EXTENSO — 83^e SÉANCE

Séance du jeudi 18 septembre.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.

2. — Dépôt, par M. Jean Morel, d'un rapport, au nom de la commission des douanes, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes. — N° 492.

Dépôt, par M. Jean Morel, d'un rapport, au nom de la commission des douanes, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 20 janvier 1919, relatif à la révision des prohibitions de sortie. — N° 493.

Dépôt, par M. Jean Morel, d'un rapport, au nom de la commission des douanes, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 13 mai 1919, réduisant le nombre des marchandises pour lesquelles la prohibition d'exportation reste provisoirement nécessaire. — N° 494.

Dépôt d'un rapport de M. Jénouvrier, au nom de la commission de la marine, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la cessation immédiate de l'application de la loi du 19 avril 1917, qui a institué l'assurance obligatoire contre les risques de guerre pour les corps de navires français de 500 tonneaux et au-dessus de jauge brute. — N° 497.

3. — Dépôt, par M. Louis Nail, garde des sceaux, ministre de la justice, au nom de M. le président du conseil, ministre de la guerre, de M. le ministre des finances et de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification des décrets du 28 mai et du 9 juillet 1919, qui ont modifié les droits d'importation afférents aux tabacs fabriqués autres que pour la régie. — Renvoi à la commission des douanes. — N° 495.

4. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat et modifiée par la Chambre des députés, relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture. — Renvoi à la commission, nommée le 27 juin 1912, précédemment saisie. — N° 496.

5. — Adoption, au scrutin, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1919.

6. — Adoption du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, exemptant du droit de statistique les colis postaux expédiés en transit.

7. — Adoption, au scrutin, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercice périmés.

8. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements des fonctionnaires de l'enseignement technique relevant du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes :

Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.

SÉNAT — IN EXTENSO

Discussion générale : MM. Beauvisage, Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ; Cazeau, rapporteur ; Gaston Menier, Flaisnières, T. Steeg et Reynald.

Adoption des six articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

9. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la compétence des gardes forestiers en matière de constatation de délits de chasse :

Déclaration de l'urgence.

Discussion générale : M. Guillaume Pouille, rapporteur.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

10. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre :

Déclaration de l'urgence.

Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.

Discussion générale : MM. Guillaume Pouille, rapporteur ; Herriot, Louis Nail, garde des sceaux, ministre de la justice ; Henry Boucher et Hervey.

Discussion des articles :

Art. 1^{er}. — Adoption.

Art. 2 : MM. Bodinier, Guillaume Pouille, rapporteur, et le garde des sceaux, ministre de la justice. — Adoption.

Art. 3, 4 et 5. — Adoption.

Art. 6 :

Amendement de M. Herriot : MM. Herriot, le garde des sceaux, ministre de la justice, et Guillaume Pouille, rapporteur. — Retrait.

Adoption de l'article 6.

Art. 7, 8 et 9. — Adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

11. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 5 de la loi du 14 juillet 1913, relative à l'assistance aux familles nombreuses. — Renvoi à la commission, nommée le 12 novembre 1912, relative au logement et à l'assistance des familles nombreuses et aux habitations à bon marché. — N° 498.

12. — Dépôt, par M. Louis Nail, garde des sceaux, ministre de la justice, de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, au nom de M. le président du conseil, ministre de la guerre, portant déclassement de la place de Longwy. — Renvoi à la commission de l'armée. — N° 499.

Le 2^e, au nom de M. le ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande, ayant pour objet de modifier provisoirement les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'Etat à la voie ferrée d'intérêt local de Neuilly-en-Sancerre à Vierzon, par Henrichemont (Cher). — Renvoi à la commission des chemins de fer. — N° 500.

13. — Dépôt, par M. Henry Chéron, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions. — N° 501.

Dépôt, par M. Henry Chéron, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à attribuer au ministère de l'intérieur le service des réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. — N° 502.

Dépôt, par M. Henry Chéron, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord. — N° 503.

14. — Règlement de l'ordre du jour.

Fixation de la prochaine séance au mardi 23 septembre.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à quinze heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Reynald, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du mardi 16 septembre 1919.

Le procès-verbal est adopté.

2. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Morel.

M. Jean Morel. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des douanes, chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes.

J'ai également l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat deux rapports faits au nom de la commission des douanes, chargée d'examiner deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, portant ratification du décret du 20 janvier 1919, relatif à la révision des prohibitions de sortie ;

Le 2^e, portant ratification du décret du 13 mai 1919, réduisant le nombre des marchandises pour lesquelles la prohibition d'exportation reste provisoirement nécessaire.

M. le président. Les rapports seront imprimés et distribués.

J'ai reçu de M. Jénouvrier un rapport fait au nom de la commission de la marine, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la cessation immédiate de l'application de la loi du 19 avril 1917, qui a institué l'assurance obligatoire contre les risques de guerre pour les corps de navires français de 500 tonneaux et au-dessus de jauge brute.

Le rapport sera imprimé et distribué.

3. — DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Louis Nail, garde des sceaux, ministre de la justice. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre de la guerre, de M. le ministre des finances et de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification des décrets du 28 mai et du 9 juillet 1919, qui ont modifié les droits d'importation afférents aux tabacs fabriqués autres que pour la régie.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des douanes.

Il sera imprimé et distribué.

4. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 18 septembre 1919.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 17 septembre 1919, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, relative à la création et à l'organisation des chambres d'agriculture.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition, dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« *Le président de la Chambre des députés,*
« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi est renvoyée à la commission précédemment saisie, nommée le 27 juin 1912.

Elle sera imprimée et distribuée.

5. — ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE LOI RELATIVE AUX DÉPENSES ADMINISTRATIVES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1919.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1919, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 12 avril 1919 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, un crédit de 280,000 fr. applicable au chapitre 51 du budget de son ministère : « Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés ».

« Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919. »

Si personne ne demande la parole sur l'article unique de la proposition de loi, je le mets aux voix.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants..... 217
Majorité absolue..... 109

Pour l'adoption..... 217

Le Sénat a adopté.

6. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI EXEMPTANT DU DROIT DE STATISTIQUE LES COLIS POSTAUX EN TRANSIT

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, exemptant du droit de statistique les colis postaux expédiés en transit.

Je rappelle au Sénat que l'urgence a été déclarée à notre dernière séance.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Sont exceptés des dispositions de l'article 26 de la loi du 29 juin 1918, à partir de la date à laquelle lesdites dispositions sont entrées en vigueur, les colis postaux expédiés en transit par la France. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

7. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES CLOS ET D'EXERCICES PÉRIMÉS

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

Je rappelle au Sénat que l'urgence a été précédemment déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE I^{er}

EXERCICES CLOS

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres, au titre du budget ordinaire des services civils, en augmentation des restes à payer des exercices clos 1915, 1916 et 1917, des crédits spéciaux s'élevant à la somme totale de 1,628,872 fr. 11, montant de créances constatées sur ces exercices.

« Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par service, conformément à l'état A annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état A :

« Ministère des finances, 50,519 fr. 31. » — (Adopté.)

« Ministère de la justice. — 1^{re} section. — Services judiciaires, 36,937 fr. 88. » — (Adopté.)

« Ministère des affaires étrangères, 205,231 fr. 44. » — (Adopté.)

« Ministère de l'intérieur, 1,265,567 fr. 34. » — (Adopté.)

« Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2^e section. — Beaux-arts, 7,144 fr. 26. » — (Adopté.)

« Ministère des travaux publics, des transports et de la marine marchande :

« 1^{re} section. — Travaux publics et transports, 1,032 fr. 50. » — (Adopté.)

« 2^e section. — Transports maritimes et marine marchande, 62,439 fr. 38. » — (Adopté.)

« Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses d'exercices clos au budget ordinaire des services civils. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils, en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1915, des crédits spéciaux s'élevant à la somme totale de 13,430,647 fr. 36, montant de créances constatées sur cet exercice.

« Ces crédits demeurent répartis, par

ministère et par service, conformément à l'état B annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état B :

« Ministère de la guerre. — 1^{re} section. — Troupes métropolitaines et coloniales, 13,200,000 fr. » — (Adopté.)

« Ministère de la marine, 213,480 fr. 70. » — (Adopté.)

« Ministère des colonies, 17,166 fr. 66. » — (Adopté.)

« Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils afférentes à des exercices clos. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2. (L'article 2 est adopté.)

M. le président.

EXERCICES PÉRIMÉS

« Art. 3. — Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget ordinaire des services civils, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 414,806 fr., et répartis, par ministère et par service, conformément à l'état C annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état C :

« Ministère des finances, 584 fr. 91. » — (Adopté.)

« Ministère des affaires étrangères, 5,474 fr. 67. » — (Adopté.)

« Ministère de l'intérieur, 141,103 fr. 19. » — (Adopté.)

« Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts :

« 1^{re} section. — Instruction publique, 4,399 fr. 62. » — (Adopté.)

« 2^e section. — Beaux-arts, 146,792 fr. 36. » — (Adopté.)

« Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2^e section. — Postes et télégraphes, 12,161 fr. 22. » — (Adopté.)

« Ministère du travail et de la prévoyance sociale, 1,072 fr. 33. » — (Adopté.)

« Ministère des colonies, 3,809 fr. 01. » — (Adopté.)

« Ministère de l'agriculture, 3,421 fr. 75. » — (Adopté.)

« Ministère des travaux publics, des transports et de la marine marchande :

« 1^{re} section. — Travaux publics et transports, 87,389 fr. 22. » — (Adopté.)

« 2^e section. — Transports maritimes et marine marchande, 8,597 fr. 72. » — (Adopté.)

« Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919. »

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 3 (L'article 3 est adopté.)

M. le président. « Art. 4. — Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits provisoires alloués pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 833,360 fr. 25 et répartis, par ministère et par service, conformément à l'état D annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état D :

« Ministère de la guerre. — 1^{re} section. — Troupes métropolitaines et coloniales, 709,959 fr. 71. » — (Adopté.)

« Ministère de la marine, 15,267 fr. 33. » — (Adopté.)

« Ministère des colonies, 153,133 fr. 21. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 4. (L'article 4 est adopté.)

M. le président.

TITRE II

§ 1^{er}. — *Budgets annexes rattachés pour ordre au budget ordinaire des services civils.*

Légion d'honneur.

EXERCICES PÉRIMÉS

« Art. 5. — Il est ouvert au ministre de la justice, sur l'exercice courant, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe de la Légion d'honneur, un crédit extraordinaire spécial s'élevant à la somme de 750 fr., montant de créances constatées sur les exercices périmés 1910 à 1912.

« Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice courant. » — (Adopté.)

Chemin de fer et port de la Réunion.

EXERCICES PÉRIMÉS

« Art. 6. — Il est ouvert au ministre des colonies, sur l'exercice courant, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion, un crédit extraordinaire spécial s'élevant à la somme de 187 fr. 97, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1911 à 1913.

« Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice courant. » — (Adopté.)

Chemins de fer de l'Etat.

EXERCICES PÉRIMÉS

« Art. 7. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande, sur l'exercice courant, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe des chemins de fer de l'Etat, un crédit extraordinaire spécial s'élevant à la somme de 420 fr. 48, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1909 à 1913. Ce crédit est applicable à la première section (dépenses ordinaires) pour 252 fr. 78 et à la deuxième section (dépenses extraordinaires) pour 167 fr. 70.

« Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice courant. » — (Adopté.)

« Art. 8. — Est augmenté d'une somme de 167 fr. 70 le montant des obligations amortissables que le ministre des finances est autorisé à émettre pour subvenir aux dépenses de la deuxième section du budget annexe des chemins de fer de l'Etat pour l'exercice 1919. » — (Adopté.)

§ 2. — *Budget annexe du service des poudres et salpêtres.*

EXERCICES CLOS

« Art. 9. — Il est ouvert au ministre de la reconstitution industrielle, au titre du budget annexe du service des poudres et salpêtres, en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1915, un crédit spécial s'élevant à la somme de 144,151 fr. 86, montant de nouvelles créances constatées sur cet exercice.

« Le ministre de la reconstitution industrielle est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget annexe du service des poudres et salpêtres. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin. (Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	214
Majorité absolue.....	108
Pour.....	214

Le Sénat a adopté.

8. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF AUX TRAITEMENTS DES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements des fonctionnaires de l'enseignement technique relevant du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Tenot, directeur de l'enseignement technique, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements des fonctionnaires de l'enseignement technique relevant du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

« Art. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Bruxelles, le 23 juillet 1919.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
« CLÉMENTEL. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances.

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Regard, directeur général de la comptabilité publique, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au

Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements des fonctionnaires de l'enseignement technique relevant du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 6 août 1919.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,
« L.-L. KLOTZ. »

La parole, dans la discussion générale, est à M. Beauvisage.

M. Beauvisage. Messieurs, à l'occasion de la discussion du projet de loi relatif aux traitements des professeurs de l'enseignement technique, je désirerais entretenir le Sénat d'une question actuelle qui, bien que secondaire en apparence, peut-être, a cependant une grande importance pour les intéressés.

Il est un principe admis depuis assez longtemps, d'après lequel le personnel de l'enseignement technique relevant du ministère du commerce et de l'industrie est assimilé, aux divers degrés de la hiérarchie au personnel de l'instruction publique.

Dès les premières lignes de l'exposé des motifs et du rapport de notre honorable collègue M. Cazeneuve, ce principe d'assimilation est rappelé. Or un incident vient de se produire, qui touche une catégorie de ce personnel enseignant, les professeurs des écoles pratiques de commerce et d'industrie, personnel assimilé à celui des écoles primaires supérieures dépendant du ministère de l'instruction publique.

J'ajoute qu'en vertu d'une tradition, déjà ancienne, sont considérées comme faisant partie du traitement les indemnités obligatoires de résidence et de logement.

Par application de ce principe et de la tradition que je viens de rappeler, le projet de loi qui vous est soumis aujourd'hui assimile à tous les points de vue, aussi bien à celui des indemnités de résidence et de logement qu'au point de vue des traitements, les diverses catégories du personnel enseignant du ministère du commerce au personnel du ministère de l'instruction publique.

Or, une récente circulaire de M. le directeur de la comptabilité publique, adressée aux trésoriers-payeurs généraux, les invite à faire reverser, par les professeurs d'écoles pratiques de commerce et d'industrie qui ont été mobilisés, les indemnités de résidence et de logement qu'ils ont touchées pendant cinq ans de guerre et qu'ils auraient touchés indûment, d'après cette circulaire.

Tout d'abord, le fait que le ministère des finances s'est aperçu, au bout de cinq ans seulement, que ce paiement était fait irrégulièrement, me paraît bien singulier ; d'autre part, revenant à la comparaison avec le ministère de l'instruction publique, nous pouvons constater qu'il n'a été fait ni opposition, ni objection au paiement, pendant la durée de la guerre, aux instituteurs ou professeurs d'écoles primaires supérieures mobilisés, de leurs indemnités de logement et de résidence, en même temps que de leur traitement proprement dit, soumis à retenue. Le personnel de l'enseignement technique, celui des écoles pratiques de commerce et d'industrie tout particulièrement, a donc les mêmes droits que les professeurs d'écoles primaires supérieures à toucher bien régulièrement, d'après les principes

que j'ai rappelés, les indemnités en question.

M. le ministre du commerce a déjà pris, je crois, la défense de son personnel enseignant, mais je lui demande de bien vouloir déclarer ici publiquement que ce personnel est sûr d'être défendu par lui. *(Très bien ! très bien !)*

M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce.

M. le ministre. Messieurs, la question exposée par l'honorable M. Beauvisage a retenu depuis longtemps mon attention et je suis intervenu, à différentes reprises, auprès de mon collègue des finances, pour que les fonctionnaires de l'enseignement technique soient traités, en ce qui concerne les indemnités de logement et de résidence, de la même façon que leurs collègues de l'instruction publique.

La plupart d'entre eux ont touché ces indemnités. Mais j'ai appris récemment qu'une circulaire, émanant de la direction générale de la comptabilité publique, prescrivait le reversement, par nos fonctionnaires mobilisés, des sommes ainsi perçues par eux. C'est leur faire une situation que l'on ne saurait équitablement justifier, les instituteurs et les professeurs d'écoles primaires supérieures échappant à cette mesure.

Aussi, ai-je demandé tout récemment à mon collègue des finances d'étudier à nouveau la question et j'ai insisté vivement pour le retrait des dispositions dont il s'agit et qui constitueraient une véritable injustice à l'égard d'un personnel très méritant auquel je suis heureux de rendre hommage. *(Approbation.)*

M. Cazeneuve, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, j'ai le devoir de faire connaître au Sénat les motifs des relèvements de traitement qui lui sont soumis, avec la justification des proportions dans lesquels ces relèvements sont proposés. Je m'efforcerai, d'ailleurs, de condenser suffisamment des détails d'ordre un peu technique pour ne pas fatiguer votre bienveillante attention. *(Parlez ! parlez !)*

Ainsi que le rappelait notre honorable collègue M. Beauvisage, l'assimilation entre les professeurs de l'enseignement technique et les professeurs de l'enseignement public résulte à la fois des traditions et des textes légaux ou réglementaires.

C'est ainsi que le personnel enseignant du conservatoire national des arts et métiers est composé des professeurs les plus distingués, est assimilé à ceux du Collège de France ou du Muséum ; de même, le personnel des écoles pratiques de commerce et d'industrie est assimilé à celui des écoles primaires supérieures.

D'ailleurs, messieurs, vous avez souvenance que M. Millerand, ministre du commerce, sous le ministère Waldeck-Rousseau, a transformé une série de ces écoles primaires supérieures pour leur donner une orientation plus pratique.

Le projet qui vous est soumis distingue le personnel enseignant, le personnel administratif et le personnel des ateliers.

Les traitements du personnel enseignant ont été améliorés dans des proportions variant du simple au double ; elles atteignent, tantôt 75 p. 100, tantôt 100 p. 100, et même, pour les traitements inférieurs, jusqu'à 150 p. 100.

Afin de ne pas allonger cet exposé, je crois inutile de vous donner des chiffres ; qu'il me suffise de rappeler qu'en ce qui concerne les écoles pratiques de commerce et d'industrie, l'assimilation entre les situations du personnel, femmes et hommes, a été complète, les femmes étant obligées de posséder le même diplôme que les hommes pour être habilitées à enseigner.

J'ajoute, comme le rappelait tout à l'heure M. Beauvisage, que les indemnités de résidence payées par les départements et par les communes sont également maintenues.

Les traitements du personnel administratif ont été également augmentés dans les proportions que je viens de dire.

Pour le personnel des ateliers, qui n'a pas d'analogue parmi les professeurs de l'instruction publique, ses traitements ont été relevés, dans les proportions que j'indiquais tout à l'heure, de 100 p. 100, et quelquefois davantage.

Les inspecteurs généraux, qui recevaient des émoluments de 8,000, 10,000 et 12,000 fr. avec trois classes, sont maintenant répartis entre deux classes dont les traitements sont portés à 18,000 fr., pour la deuxième et à 20,000 fr. la première.

Les trois classes des inspecteurs généraux adjoints ont été réduites à deux, avec des émoluments de 15,000 et 17,000 fr.

Au total, les augmentations prévues pour les personnels du conservatoire des arts et métiers, des écoles nationales d'arts et métiers de Paris, d'Aix, d'Angers, de Châlons, de Cluny, de Lille, des écoles nationales professionnelles, de l'école nationale d'horlogerie de Cluses, de l'école normale de l'enseignement technique et de l'inspection générale de l'enseignement technique, atteignent une somme annuelle de 7,386,250 francs ; c'est là, vous le voyez, une dépense bien inférieure à celle que notre honorable collègue, M. Lintilhac, nous signalait récemment en ce qui concerne l'enseignement public universitaire des divers degrés et qui n'était pas inférieure à 413 millions.

J'appelle toute l'attention de M. le ministre du commerce et du Sénat sur un point de première importance, qui a trait à l'organisation même du conservatoire national des arts et métiers. Toutes les chaires ne sont pas des créations d'Etat ; certaines sont des fondations, absolument comme au Collège de France. J'en signale notamment une chaire très importante créée par la ville de Paris, la chaire de chimie, des matières colorantes et des teintures, dont le titulaire est l'honorable M. Wahl.

La ville de Paris a créé également un cours de géographie commerciale et industrielle qui a été confié à un professeur des plus distingués, attaché, hier, à la faculté des lettres de Dijon, M. Henry Hauser, dont nous connaissons le livre, devenu célèbre, sur *l'Expansion économique de l'Allemagne*. Enfin M. Deutsch de la Meurthe a créé une chaire de navigation aérienne.

Assurément ces fondations, telles qu'elles ont été instituées, ne comportent pas des crédits suffisants pour que les professeurs soient dans une situation d'équité avec leurs collègues dépendant de l'Etat. Il est donc nécessaire, monsieur le ministre, d'intervenir auprès des fondateurs et en particulier de réaliser une entente avec la ville de Paris qui, certainement, ne pourra pas se refuser à améliorer les traitements des titulaires de ses fondations. De même l'honorable M. Deutsch de la Meurthe, pressenti, interviendra, sans aucun doute, de manière à égaliser la situation du maître remarquable qui fait le cours de navigation aérienne et tient ses auditeurs au courant de tous les progrès de l'aéronautique. *(Très bien !)*

M. Flaissières. Je demande la parole.

M. le rapporteur. Il ne s'agit pas simplement de la ville de Paris : en province notre enseignement technique est aussi représenté par des organisations municipales extrêmement nombreuses.

Il ne faut pas oublier que, si nous avons inscrit au budget de l'Etat pour l'enseignement technique supérieur, moyen ou primaire, une somme inférieure à celle de l'enseignement public, cela tient à ce que les municipalités et l'initiative privée ont créé partout des institutions des plus remarquables et des plus florissantes, qui allègent d'autant le budget de l'Etat.

L'autre jour, la question se posait pour l'instruction publique, et l'honorable M. Lafferre a promis d'engager des pourparlers avec les municipalités, afin d'arriver à une péréquation entre les traitements affectés aux professeurs de cours municipaux et ceux des maîtres de l'Etat. Ne pensez-vous pas, monsieur le ministre, qu'il conviendrait également d'inviter les municipalités à porter toute leur attention du côté de leurs chaires d'enseignement technique pour améliorer la situation de leurs professeurs.

Du reste, la ville de Paris ne s'est pas contentée de créer deux chaires au conservatoire des arts et métiers ; elle a créé l'école municipale de physique et chimie, dont l'intérêt n'échappe à aucun de nous et les chimistes et physiciens sortis de cette excellente école sont déjà légion.

Or pour cette école, comme pour notre école Lamartinière de Lyon, qui est aussi d'ordre municipal, il convient d'envisager les améliorations nécessaires pour suivre la voie que nous ouvrons.

Les écoles de commerce qui, la plupart, dépendent des chambres de commerce, sont dans le même cas. Je ne veux pas faire l'énumération de toutes ces organisations, des plus utiles, si précieuses pour former l'armée de nos employés ou agents commerciaux.

Il n'est pas jusqu'à l'école centrale des arts et manufactures qui a, depuis un certain nombre d'années, la personnalité civile, pour laquelle on ne doit envisager cette question du relèvement des traitements. Cet important établissement, où sont formés des ingénieurs distingués, jouit de l'autonomie financière ; mais va-t-elle se renfermer dans l'indifférence en face du mouvement de dépenses en faveur du personnel enseignant des institutions d'Etat ?

C'est à vous, monsieur le ministre, à rappeler à l'administration de cette école la nécessité de réaliser les améliorations nécessaires au profit de tout le personnel, si elle ne l'a déjà fait de sa propre initiative.

J'en aurais fini, si je n'avais quelques renseignements très rapides à donner sur les articles 2, 3 et 4 de la loi qui prévoient les conditions d'avancement.

On a encore fait ici de l'assimilation avec l'instruction publique. En général, les promotions de classe des fonctionnaires de l'enseignement technique ont actuellement lieu : au choix, après trois ans de stage dans une classe, ou à l'ancienneté, après six années. On ne modifie ici que la durée d'ancienneté, réduite à cinq ans.

Les professeurs du conservatoire national des arts et métiers auront un statut spécial réglé par décret, qui sera calqué sur celui du Collège de France ou du Muséum, toujours par assimilation avec l'instruction publique.

Enfin, j'appelle l'attention du Sénat sur l'article 5 relatif à l'allocation annuelle de 330 fr. par enfant jusqu'au deuxième enfant et de 480 fr. par enfant en sus du second.

J'en aurais fini si cette question du relèvement du traitement du personnel enseignant

gnant n'était pas liée à une autre que je supplie M. le ministre d'étudier.

Quand on va au fond des choses, quand on fait une enquête comme j'ai pu le faire moi-même sur la situation de l'enseignement technique, quand on interroge les maîtres, ceux-ci, avec une modestie discrète, parlent beaucoup moins de leur propre situation matérielle que de la situation de leurs laboratoires, des ressources mêmes dont ils disposent pour enseigner, pour faire des recherches, des découvertes, pour former des chercheurs.

Je suis allé, ces jours derniers, faire deux visites consécutives au conservatoire national des arts et métiers. J'ai visité le laboratoire des essais, les laboratoires de chimie et de physique : laissez-moi vous dire qu'il y a là des améliorations profondes à apporter. Satisfaction complète ne sera donnée à ces maîtres que si, en même temps que vous améliorez leur situation matérielle, vous leur donnez toutes les ressources nécessaires et aussi le personnel utile pour les aider dans leur enseignement et dans les recherches expérimentales.

Je sais que des projets ont été conçus pour rajeunir ce vieux conservatoire au lendemain de la guerre. On doit déplacer l'office national de la propriété industrielle et aussi le laboratoire des essais, source intéressante de revenus pour l'État, qui apporte aux industriels un concours des plus précieux pour l'analyse de leurs produits, l'étude des métaux, des aciers, des divers matériaux de construction, le contrôle des thermomètres, des machines, etc.

Ce laboratoire des essais ne peut-il être installé d'une façon tout à fait moderne, dans des locaux convenables, de manière à donner de l'air au conservatoire national et à permettre à tous ses laboratoires d'application, se rattachant aux chaires magistrales, de s'étendre et de recevoir plus d'élèves ?

Déjà, on a organisé, au conservatoire national des arts et métiers, des manipulations pratiques ; on montre aux élèves les machines dont l'étude leur permet de se familiariser avec tous les progrès de la mécanique.

M. Gaston Menier. Je demande la parole.

M. le rapporteur. On a créé des manipulations de physique. On veut organiser également, et très justement, des travaux de chimie appliquée à l'industrie. Pour cela il faut de la place, il faut des transformations.

Je serai heureux de recevoir de M. le ministre l'affirmation qu'il est bien d'accord avec nous pour que le conservatoire national des arts et métiers évolue de manière à pouvoir être comparé aux polytechnicums allemands, qui furent le foyer où se sont préparés les meilleurs collaborateurs de l'industrie allemande et dont l'importance avant la guerre n'échappait à aucun esprit averti.

Sans vouloir faire état de confidences personnelles, je tiens néanmoins à vous donner lecture d'un passage d'une lettre écrite par l'un des éminents professeurs du conservatoire national des arts et métiers, au lendemain de l'interpellation qui fut adressée ici, il y a quelque temps, à M. le ministre de l'instruction publique, par le développement de l'enseignement supérieur et ses applications pratiques. Voici cette lettre, sur laquelle j'attire l'attention de M. le ministre :

« Vous avez bien voulu rappeler nos travaux de guerre, et vous m'avez fait l'honneur de me citer, — m'écrit ce professeur distingué, faisant allusion à mon interpellation d'avril, adressée à M. le ministre de l'instruction publique. — Ces travaux ont été possibles grâce aux conditions particulières à

l'état de guerre : nous avions des crédits et un peu de personnel. Mais j'envisage, avec quelque inquiétude, l'avenir du temps de paix. Même triplés, nos crédits de laboratoire seront bien maigres (3,000 fr. avant la guerre). Même triplés, le traitement de notre unique préparateur (2,300 fr. avant la guerre), ne nous laisserait guère de choix pour notre recrutement. Des crédits, du personnel, des bourses d'études : voilà des conditions sans lesquelles les recherches et la formation même des chercheurs sont frappées de stérilité. »

Ainsi, 3,000 fr. de ressources, messieurs, pour la chaire de chimie du conservatoire national des arts et métiers, alors que les chaires allemandes reçoivent de 30 à 40,000 francs par an, sans compter les redevances des assistants qui viennent y faire des recherches.

M. Hervey. Il y a bien trente ans qu'on se plaint de cet état de choses.

M. le rapporteur. Oui, il y a trente ans, et cette lettre a été écrite il y a dix jours. Eh bien ! mon cher collègue, c'est certainement l'avis de M. le ministre du commerce et de l'industrie, grand maître, non pas de l'Université, mais de l'enseignement technique — j'allais dire de l'université technique — ...

M. Flaissières. C'est bien cela.

M. le rapporteur. ... si les deux mots ainsi réunis ne paraissaient jurer ensemble aux yeux de quelques-uns. C'est à lui à prendre ses initiatives. Je suis convaincu qu'il n'y manquera pas. (*Très bien ! très bien !*)

Deux mots encore pour terminer. Lorsque la guerre a été déchainée sur ce pays, on y fit face avec les ressources que nous avions, lorsque, tout à coup, au mois d'avril 1915, les Allemands ont utilisé des procédés d'attaque et d'offensive absolument imprévus. Je fais allusion aux vagues gazeuses, auxquelles ont succédé bientôt, envoyés par des projectiles, des liquides irritants, corrosifs et toxiques. Les Allemands, poursuivant leurs recherches, ont fini même par trouver un produit diabolique qu'on a appelé l'ypérite, car c'est sur la ville d'Ypres que ce corps a été employé pour la première fois. Il a été utilisé, dans la ville d'Armentières, contre les femmes et les enfants. Ce corps toxique exerce une action terrible sur qui en est imprégné ou le respire.

En trois mois, ce produit, que les Allemands employaient pour la première fois — et qui, bien que connu chimiquement, était inconnu dans ses utilisations — a été analysé, puis fabriqué suivant des méthodes nouvelles, d'abord en laboratoire, ensuite semi-industriellement, enfin industriellement, au point qu'à l'armistice 25 tonnes d'ypérite étaient fabriquées journalièrement. Ce fut là un effort d'application vraiment merveilleux qui dénote que, dans notre pays, si nous voulions nous outiller convenablement, nous pourrions arriver, aussi bien que nos concurrents, à des réalisations tout à fait remarquables.

M. Guillaume Poule. Il faut faire le même effort pour le kien. (*Approbaton.*)

M. le rapporteur. Et j'ajoute ceci, à l'honneur de nos maîtres et du maître du conservatoire national des arts et métiers qui a institué cette méthode industrielle, à l'honneur aussi de nos industriels qui en ont fait les applications et à l'honneur de celui qui a créé la méthode par son esprit pratique : nous nous sommes, en cette circonstance, tellement surpassés dans les résultats, que l'Allemagne, quelque temps avant l'armistice, avait envoyé en France un service d'espionnage pour savoir comment

nous fabriquions ce produit. (*Sourires.*) C'est le plus bel hommage qu'on puisse rendre aux initiatives prises dans notre pays. (*Très bien !*)

Cet hommage, je le rends à notre enseignement technique qui se donne dans les établissements d'enseignement public, dans les établissements spéciaux d'arts et métiers et dans notre conservatoire national des arts et métiers.

Au cours de cette guerre, où tant d'improvisations ont été nécessaires, ces maîtres ont été les collaborateurs les plus actifs, les plus dévoués de la victoire. Monsieur le ministre, comme récompense, donnez-leur ce qu'ils réclament : leurs aspirations sont pleines de noblesse, puisqu'ils veulent faire progresser la science et faire des élèves dignes d'eux et dignes du pays. (*Très bien ! et applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Menier.

M. Gaston Menier. Messieurs, je voudrais dire quelques mots concernant plus particulièrement la dernière question que vient de traiter M. Cazeneuve, la question du conservatoire national des arts et métiers.

J'ai l'honneur de faire partie du conseil de direction de ce grand établissement. Peu de temps avant la guerre, à la suite d'interventions que j'avais faites et qui ont été suivies, je me hâte de le dire, par la plupart de mes collègues, nous avions déjà mis à l'ordre du jour la question du développement des laboratoires et des méthodes d'enseignement. Je n'ai pas besoin d'ajouter que, depuis la guerre, le mouvement que nous avions créé dans le conseil de direction s'est largement accentué sous l'active impulsion du président, M. Millerand, et de M. Gabelle, le directeur du conservatoire. Il doit s'accroître encore, suivant moi, car — et je partage tout à fait l'avis qui vient d'être exprimé — il est absolument nécessaire que nous fassions de ce grand établissement, sous la direction des éminents professeurs qui lui donnent un remarquable éclat, le pivot de l'enseignement technique et de la formation de nombreux ingénieurs capables de donner à notre industrie le élan scientifique qui lui est nécessaire. (*Très bien !*)

M. Cazeneuve parlait tout à l'heure du laboratoire d'essais. J'ai assisté à sa naissance. Il fut créé d'une manière très timide. On avait commencé par acheter quelques machines destinées à mesurer la résistance des fils, la résistance des métaux, à essayer quelques matériaux. On a été ensuite amené à vérifier quelques thermomètres. A l'heure qu'il est, c'est avec plaisir qu'on peut se convaincre du remarquable développement qu'a déjà pris ce laboratoire et de l'importance qu'il a acquise. Les industriels ont vite apprécié les services qu'il leur apportait ; aussi, de jour en jour, s'y rendent-ils plus nombreux. Son directeur, le colonel Cellerier, qui en suit attentivement le développement, demande avec raison de meilleurs locaux.

Mais cette question de l'installation, non seulement du laboratoire d'essais, mais de tous les laboratoires du conservatoire national des arts et métiers, est la question prédominante. Il faut absolument que nous ayons les espaces et les installations nécessaires. A l'heure présente, nous venons de trouver une combinaison qui, grâce à l'appui de M. le ministre du commerce, va nous permettre de disposer déjà d'un surcroît de place qui nous faisait, absolument défaut, par le déplacement de l'office de la propriété industrielle...

M. le rapporteur. Très bien !

M. Gaston Menier. ...qui, comme vous le

savez, a pris une telle extension, qu'il est absolument nécessaire de le caser ailleurs et de lui donner le local et l'aménagement nécessaires pour tous les brevets d'invention, pour tout ce qui touche, en un mot, à cette grosse question de la propriété industrielle qui prend chaque jour un essor nouveau.

Mais je vais plus loin. Ce n'est pas parce que nous aurons aménagé deux, trois ou quatre laboratoires dans des espaces relativement restreints que nous aurons résolu la question. Plus nous allons — et M. Cazeneuve vous l'a démontré mieux que je ne saurais le faire — et plus on considère qu'il est absolument nécessaire de joindre le laboratoire à l'usine. Dans quelque industrie que ce soit, c'est précisément par des méthodes techniques mieux appropriées, par l'étude de procédés que l'on passe au crible de la science, que nous pourrions développer notre industrie.

Pour cela, il faut des espaces, des laboratoires, dans lesquels on permettra au maître d'enseigner ses élèves à côté de lui. Il faut, pour ainsi dire, qu'il fasse la démonstration de ses recherches, accompagné de ses élèves, travaillant avec eux, leur inculquant sa science, leur montrant la direction qu'ils doivent suivre pour faire des applications nouvelles et intéressantes. En un mot, il faut que le maître vive au milieu de ses élèves pour les former à son image. Pour cela, il importe d'avoir des locaux assez vastes, des laboratoires assez grands pour que, pendant que le professeur fait des études sur un produit, dans le même laboratoire ou quelques pas plus loin, un, deux, trois ou dix élèves puissent répéter ses recherches et en entreprendre d'autres en même temps que lui et avec ses conseils.

C'est de cette façon qu'on pourra développer véritablement l'enseignement. Celui-ci consiste, en effet, non pas seulement à donner à l'élève la théorie...

M. Flaissières. Très bien !

M. Gaston Menier. ... mais aussi à lui permettre, par la manipulation des produits et le travail de laboratoire, d'apprendre à reproduire ce qu'il voit faire par son professeur. Nous constaterons vite des résultats, et cette collaboration sera féconde pour l'élève et pour le maître.

A Paris, le terrain est cher et limité. Le conservatoire national des arts et métiers, si grand déjà qu'il soit, est loin d'être suffisant pour le programme que je viens d'esquisser devant vous. Il faudra installer, dans les terrains rendus libres par la démolition des fortifications ou même un peu plus loin, si cela est nécessaire, de grands établissements scientifiques construits sans luxe, mais simplement comme des bâtiments d'usines, analogues à des bâtiments industriels, et conçus pour les travaux qu'on y doit faire, bien éclairés, bien ventilés.

M. Flaissières. Comme des ateliers.

M. Gaston Menier. Parfaitement.

Grâce aux faciles moyens de communications que nous avons, les élèves pourront aisément aller travailler dans ces grands locaux, aménagés avec des procédés de distribution de force, d'électricité, de vapeur, de pression, de vide, etc., dans des conditions de travail qui leur permettent de se former rapidement et de s'instruire.

C'est dans ce sens qu'il convient de faire l'effort sur lequel M. Cazeneuve a appelé votre attention, et que je soutiens, pour ma part, de toutes mes forces ; c'est parce que nous en sommes tous persuadés, au conservatoire national des arts et métiers, que nous demandons à M. le ministre de nous aider à poursuivre l'extension de ces laboratoires. Il faut absolument que, dans un délai aussi court que possible, nous

puissions former des ingénieurs, les préparer aux différentes branches d'application industrielle auxquelles ils seront appelés, du jour au lendemain, à participer et à collaborer. Il importe, en un mot, de développer considérablement cet enseignement technique, faute de quoi nous ferons beaucoup d'efforts sans obtenir de grands résultats.

C'est précisément parce que nous avons pu, quelques années même avant la guerre, par les voyages et les études que nous avons faits aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, constater de visu ce qui s'y faisait au point de vue de l'enseignement technique, que nous avons été convaincu, dès ce moment, de la nécessité de l'effort semblable à faire en France. Plus que jamais, depuis la guerre, il faut que nous tirions profit des études admirables de ces dernières années, qui nous ont permis de résister à l'ennemi et de tenir tête à la science allemande, et des découvertes incomparables qui ont pu être faites, dans ces circonstances tragiques, par le génie français. Il faut que nous arrivions à développer cet enseignement qui nous donnera des ingénieurs et, plus encore, des contremaîtres mieux instruits. Ceux-là ont besoin d'une culture scientifique pour mieux appliquer eux-mêmes et faire appliquer ensuite par leurs ouvriers, sous leur direction, les méthodes préconisées par la science substituée à l'empirisme.

Je me joins donc à mon collègue M. Cazeneuve pour insister vivement sur ce point, persuadé que M. le ministre du commerce, qui nous a déjà, à plusieurs reprises, encouragés dans cette voie, sera le premier à intensifier les efforts qu'il a entrepris et à nous permettre d'aboutir rapidement à l'extension de ces laboratoires qui nous sont absolument essentiels, si nous voulons prendre la place qui nous est due dans le monde. (*Très bien et applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Flaissières.

M. Flaissières. Messieurs, j'ai une question, une seule, à poser à la fois à M. le rapporteur et à M. le ministre. Mais, auparavant, veuillez me permettre d'occuper un instant cette tribune pour m'associer au désir exprimé avec tant d'autorité par notre honorable collègue M. Menier, en faveur des institutions d'enseignement technique existant déjà ou à créer dans le plus court délai possible.

Tout à l'heure, M. Cazeneuve se demandait comment il allait qualifier M. le ministre du commerce au point de vue de l'enseignement technique, et il a failli lui donner le nom de grand maître de l'université technique. (*Sourires.*) Le mot n'est point si malheureux, mon cher collègue, et il est certain, dans tous les cas, que M. le ministre de l'instruction publique et M. le ministre du commerce se rencontrent sur un terrain commun où, si vous le voulez bien, je me permettrai de les maintenir quelques instants côte à côte. (*Rires.*)

M. le rapporteur. La science pure ne doit pas être séparée de la science appliquée.

M. Flaissières. Précisément, mon cher collègue et très distingué professeur de la faculté des sciences de Lyon. Il faut pourtant bien le rappeler : trop longtemps les facultés des sciences de France qui m'apparaissent comme des modèles très supérieurs sur lesquelles l'enseignement technique doit avoir les yeux constamment fixés, se sont tenues à l'écart du côté pratique des études scientifiques.

M. T. Steeg. Il y a quelque exagération dans vos paroles, mon cher collègue. Per-

mettez-moi, par exemple, de vous indiquer l'œuvre qui a été accomplie à Nancy, où des instituts à la fois scientifiques et techniques ont été créés par la faculté des sciences.

M. Flaissières. Très bien ! On est donc revenu à une plus saine appréciation des choses, parce que, si je ne me trompe, le fait que vous indiquez ne remonte pas précisément au déluge. (*Sourires.*) Il est certain qu'il faut féliciter les facultés des sciences d'avoir vu les ressources qu'elles peuvent mettre à la disposition de l'industrie française en communiquant leur enseignement aux élèves, aux professeurs mêmes de l'enseignement technique. Ainsi l'enseignement supérieur participera dans les plus grandes proportions au relèvement national.

Ce n'est point un reproche, monsieur le rapporteur, que je vous fais ici en votre qualité de professeur de faculté des sciences, mais j'avais bien le droit d'exprimer le désir que, dans l'avenir, les facultés des sciences ne maintiennent pas leur enseignement dans des régions étincelantes et sereines, si élevées au-dessus du pauvre public ; remarquez que je ne dis point « dans les nuages ». Il est temps — et M. Steeg vient de nous dire qu'il y a un commencement d'exécution — il est temps qu'il en soit autrement.

M. T. Steeg. Pourvu que ce ne soit pas au détriment de la recherche pure la plus désintéressée, qui est la condition de tout progrès scientifique.

M. Flaissières. Monsieur Steeg, je n'entrepris point une œuvre qui tendrait à aller à l'encontre du but que je veux voir poursuivi et atteint, mais il doit être possible de faire de la science pure — ce que nos facultés des sciences qu'elles soient n'ont jamais manqué de faire, car cet enseignement supérieur de la France est, en vérité, la parure et l'orgueil même de notre pays en même temps que de la science appliquée ; et il est bien légitime d'espérer que cette haute science ne restera point seulement à la portée de quelques esprits supérieurs, mais qu'elle finira par se répandre bienfaisante, pour activer le mouvement de notre pays vers toutes les réalisations. Ce qui nous manque, en effet, ou ce qui nous a manqué jusqu'ici, c'est précisément cet instinct des réalisations.

Lorsque, tout à l'heure, M. le rapporteur indiquait qu'en quelques mois, dans un esprit diabolique, odieux, que n'auront jamais nos savants français, je le sais bien, pour l'honneur de notre pays, les Allemands avaient découvert tous ces gaz, tous ces liquides, qui resteront la honte de ceux qui les ont employés les premiers dans la guerre, je me rappelais que pendant la paix, par leurs travaux, par leurs études, par leur organisation les Allemands nous avaient devancés et fortement distancés pour ce qui a trait surtout aux réalisations des études chimiques.

Nul ne saurait contester — M. Cazeneuve moins que personne, puisqu'il appartient à la science chimique dans laquelle il s'est fait un nom — qu'au point de vue des teintures, qui intéressent si fortement la ville de Lyon et la France avec elle, nos odieux ennemis avaient pris sur nous une avance qu'il est absolument nécessaire que nous rattrapions, que nous rattraperons certainement et que nous dépasserons. Je souhaite donc que les facultés des sciences descendent un peu de l'Olympe dans lequel elles s'étaient trop longtemps confinées.

Vous protestez, monsieur Steeg...

M. T. Steeg. Je n'ai rien dit !

M. Touron. Descendons donc de l'Olympe, même en politique.

M. Flaissières. Il y a longtemps que nous avons regretté — du moins les hommes de notre époque — que l'enseignement des facultés des sciences demeurât aussi théorique.

M. T. Steeg. Mon cher collègue, il faut reconnaître le grand effort accompli par l'Université française depuis une vingtaine d'années. Que vous alliez à Grenoble, à Toulouse ou à Nancy, vous verrez partout, institués sous la protection intellectuelle de savants éminents, des établissements qui rendent à l'industrie et à l'agriculture de notre pays les plus signalés services. On dit toujours que l'Université vit dans une espèce de cage, qu'elle est enfermée dans une tour d'ivoire magnifique : je m'élève contre cette affirmation. Il faut évidemment qu'il y ait dans l'Université des savants qui portent très haut le culte de l'idée pure et désintéressée. Il y en a ; mais ne croyez pas qu'ils soient indifférents à tous les mouvements économiques, politiques, sociaux et moraux qui tourmentent notre pays.

Et, puisque vous parlez en ce moment de l'Allemagne, permettez-moi de dire que ce ne sont pas simplement nos professeurs qui pourraient s'inspirer de l'exemple de nos ennemis. Nos industriels eux-mêmes devraient se rappeler que ce sont les industriels allemands qui ont donné des subventions considérables pour constituer de grands laboratoires, merveilleusement outillés, dans lesquels des spécialistes ont pendant longtemps fait des recherches. Ces industriels consacraient à ces expériences des sommes considérables, en pure perte, longtemps, mais un jour la semence obscure levait et ces sacrifices matériels recevaient une riche récompense. (*Très bien ! très bien !*)

Dans tous les cas, tout le monde doit actuellement accomplir un effort, aussi bien du côté du commerce que de l'instruction publique ou de l'agriculture.

M. Hervey. Et du Parlement aussi !

M. T. Steeg. Je voudrais une collaboration constante, cordiale, complète, inspirée moins d'une passion de concurrence coûteuse que d'un désir d'émulation féconde. Je suis convaincu que c'est le sentiment de M. le ministre du commerce, et que nous arriverons bientôt à ne pas voir se dresser deux espèces d'universités, celle du commerce et celle de l'instruction publique, mais qu'en France les savants, les professeurs, les économistes aussi bien que les industriels travailleront dans une collaboration fructueuse et fraternelle, au profit de notre pays, dont les grands sacrifices sont dignes d'une telle récompense. (*Très bien ! très bien !*)

M. Reynald. Voulez-vous me permettre de dire quelques mots, mon cher collègue ?

M. le président. Vous permettez, monsieur Flaissières ?

M. Flaissières. Certainement, monsieur le président, et je m'inscris pour répondre. (*Rires.*)

M. Reynald. Dans l'ordre d'idées qui vient d'être indiqué, permettez-moi de vous rappeler que l'académie de Toulouse a pris une initiative qui semble heureuse et qui a déjà démontré son efficacité. Le recteur s'est adressé à tous les départements du ressort de l'académie, et à chacun d'eux il a demandé de vouloir bien fournir une subvention à l'effet de créer des instituts techniques dans lesquels les industriels et les agriculteurs pourraient trouver des indications, des conseils et un appui. Les départements ont répondu d'une façon affirmative, et de cette façon s'est créée cette

collaboration que vous jugez nécessaire et qui tend à organiser cet ensemble d'efforts que nous voudrions voir se développer autour de nos universités, afin de donner à notre enseignement technique plus d'importance et de vie.

M. Flaissières. M. Steeg vient de faire l'excellent discours que j'aurais été bien incapable de faire moi-même, et mon intervention à la tribune n'eût-elle eu d'autre résultat que de faire connaître la pensée de M. Steeg, ses vues lointaines et élevées, n'eût-elle abouti qu'à faire adresser par M. Steeg les conseils qu'il donnait tout à l'heure aux industriels de France, que je serais enchanté d'être venu et d'avoir, à cette tribune, réclamé un instant votre attention.

M. le rapporteur. Voulez-vous me permettre un mot qui me semble très important en raison de votre intervention ?

M. Flaissières. Très volontiers !

M. le rapporteur. Dans toutes les sciences exactes, et je fais allusion en particulier à la physique, à la chimie et à la mécanique, il est absolument impossible de faire des applications fructueuses — je parle pour le maître qui veut faire des découvertes ou pour celui qui veut enseigner au chercheur à faire lui-même ses découvertes — il est absolument impossible, dis-je, de faire de la science appliquée féconde et productive, sans connaître à fond sa théorie. On ne peut faire des découvertes en chimie sans posséder à fond la chimie théorique. Les surprises du creuset pour un chercheur sans guide théorique sont un mythe. Et si une faculté des sciences, qui a des chaires de chimie appliquée n'avait pas de chaires de chimie générale, minérale et organique, et même de chimie physique, elle serait une institution boîteuse, pour ne pas dire décapitée.

Prenez les grandes industries allemandes, Badischeaniline und sodafabrik, par exemple, la fameuse usine de Ludwigshafen ; elle comprenait 120 chimistes, docteurs en sciences, qui connaissaient tous leur chimie théorique à fond.

Le chimiste praticien trouve dans la chimie pure et théorique ses meilleures idées directrices et ses meilleures inspirations. Il est injuste de reprocher à nos facultés des sciences d'être un peu trop confinées dans le domaine de la théorie ; elles doivent, au contraire, continuer à s'en préoccuper ; mais le domaine des applications devient de plus en plus vaste, les découvertes pratiques se multiplient chaque jour, au profit de l'industrie elle-même qui les réalise en grand pour les répandre dans la consommation.

Reconnaissons définitivement le lien indissoluble qui existe entre la théorie et l'application. Tout établissement d'enseignement public ou technique doit être pénétré de cette vérité.

Que se passe-t-il à Lyon ? Je termine par là. Nous avons deux enseignements de chimie générale, à la faculté des sciences, et une chaire de chimie appliquée à l'industrie et à l'agriculture. Cette chaire de chimie appliquée est sur le point d'être transformée en une école de chimie industrielle qui va avoir peut-être une demi-douzaine de chaires. L'initiative privée a trouvé 5 millions pour arriver à organiser ce grand enseignement, qui certes ne fera pas fi de la chimie pure.

Chimie pure et chimie appliquée sont donc liées, si bien que l'élève qui veut faire des découvertes, qui veut travailler dans l'intérêt de la science et dans son propre intérêt, est obligé de commencer par étudier la chimie générale. Il se spécialise ensuite, petit à petit, dans les applications

multiples. Voilà la méthode, la marche à suivre.

Mon cher collègue, reconnaissez avec M. Steeg, avec moi et avec les faits qu'en somme notre université de France, aussi bien que notre enseignement technique, a évolué dans ce sens-là d'une façon des plus heureuses ; mais, comme la science marche toujours, c'est la raison pour laquelle nous réclamons à M. le ministre de réaliser toutes les améliorations et toutes les transformations nécessaires. Préparer l'avenir avec un meilleur enseignement pratique ne veut pas dire que rien n'a été fait. Nos efforts dans le domaine de l'enseignement technique n'ont pas été nuls depuis trente ans ; mais il faut les redoubler pour faire mieux. (*Très bien !*)

M. Flaissières. Il faut vraiment, messieurs, que j'aie une bien mauvaise fortune pour être apparu à M. Steeg et à M. Cazeneuve comme voulant mettre en opposition la théorie et la pratique dans les études scientifiques, comme voulant, si on en croyait les craintes de M. Cazeneuve, supprimer la théorie. Il me semble, mon cher collègue, que je n'ai rien dit de tout cela, et de tout ce que j'ai affirmé, je ne retranche point un mot. Sans doute, monsieur Steeg, comme vous, j'ai bien assisté à ce mouvement ; comme vous, j'ai bien vu cette cloche isolante dans laquelle, si longtemps, s'est tenu l'enseignement supérieur être enfin brisée, et par les fissures s'évader, se transformant en bienfaits inestimables pour l'industrie et le commerce, les théories si chères à M. Cazeneuve, dont je veux continuer à souhaiter qu'il sorte des réalisations. Vous ne pouvez point trouver mauvais que nous souhaitions que ce mouvement déjà commencé, je ne le conteste pas, continue...

M. le rapporteur. Je suis heureux de voir que nous sommes entièrement d'accord.

M. Flaissières. Je vous donne acte, monsieur le rapporteur. Dans notre pays, il suffit de chatouiller les cigales, ces symboles, en Provence, du félibrige national, pour les amener à « bruisser » avec véhémence toute la poésie du pays. Aurais-je donc inconsidérément « égratigné » l'Université pour amener M. Cazeneuve à prendre cette attitude d'homme offensé ? Si, par mauvaise fortune, j'avais pu atteindre ce résultat, veuillez en accepter tous mes regrets. Il n'y a pas de ma faute, parce que mon geste était involontaire. (*Sourires.*)

Je disais donc, messieurs, que j'espère bien que, dans l'avenir, ce mouvement à peine naissant ira en s'amplifiant, et je me joins de tout mon cœur à M. Gaston Menier lorsqu'il vous demande de fonder, à côté des établissements d'enseignement théorique, des établissements d'enseignement pratique. Pour ceux-ci, point n'est besoin de prévoir des dépenses d'installation devant lesquelles peut-être pourrait hésiter un budget obéré, car il s'agit de simples établissements à forme d'usines ou d'ateliers, où la jeunesse pourra venir s'instruire et dont elle pourra sortir utile à son pays ; et je ne parle pas seulement de la jeunesse pourvue d'un certificat de licence quelconque, mais aussi de la jeunesse ouvrière, provenant des écoles techniques, des écoles primaires supérieures, des écoles primaires pratiques.

Maintenant, messieurs, m'excusant d'avoir retenu votre attention si longtemps et surtout d'avoir été désagréable à l'un de nos collègues, je termine par la question que j'avais à poser à M. le ministre.

Tout à l'heure, M. Cazeneuve nous faisait connaître que, pour certains établissements d'enseignement technique, il y avait non seulement des fonds d'Etat, destinés à

payer cet enseignement, mais des fonds fournis par des fondations. Et M. Cazeneuve indiquait, notamment, la ville de Paris, les chambres de commerce et certains conseils municipaux qui étaient fondateurs et avaient jusqu'ici participé en tout ou en partie aux traitements de certains professeurs de l'enseignement technique.

Je voulais demander à M. le ministre du commerce si, à côté de ces fondateurs que je viens d'indiquer, il n'y a pas d'autres fondateurs d'un autre caractère.

Il est, en effet, certain que la ville de Paris, que les chambres de commerce, que les villes fondatrices de chaires d'enseignement technique ont un caractère très heureux de pérennité. On les a devant soi et, au moment où l'Etat songe si légitimement à relever le traitement des professeurs qu'il paye directement, ce même Etat peut demander aux chambres de commerce, aux villes, de faire un geste égal et de relever le traitement des professeurs qu'elles ont payés jusqu'ici. Il est certain que le Gouvernement ne manquera pas de leur adresser cet appel et il est non moins certain que cet appel sera entendu.

Mais n'y a-t-il pas d'autres institutions dont les fondateurs n'ont pas un caractère de pérennité égal à celui de la ville de Paris ou des chambres de commerce? Ceux-là sont morts, ils ne peuvent plus entendre l'appel qui leur serait adressé. Dans ce cas, devons-nous renoncer à l'enseignement qu'ils ont fondé, ou bien l'Etat ne doit-il pas se substituer aux fondateurs disparus pour parfaire les traitements dans la proportion des traitements augmentés des autres professeurs? (*Très bien! très bien!*)

M. Cazeneuve. C'est ce qui se passe à l'instruction publique.

M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce.

M. le ministre. Je tiens, d'abord, à remercier l'honorable rapporteur, M. Cazeneuve, d'avoir bien voulu apporter ici l'éloge mérité des professeurs de l'enseignement technique et de leur effort pendant la guerre : ils se sont, en effet, entièrement dévoués à l'œuvre de la défense nationale aussi bien au front qu'à l'usine. (*Très bien!*)

M. Cazeneuve vous a entretenus d'un sujet qui nous passionne tous, et dont M. Flaissières est également venu souligner l'importance. Laissez-moi dire, tout d'abord, et d'accord avec M. Flaissières, qu'il n'y a pas bien longtemps, en effet, que la science et l'industrie ont reconnu la nécessité de marcher de concert.

Jadis, il semblait qu'il y eût incompatibilité, par exemple, entre le titre de membre de l'Institut et les fonctions industrielles. La situation n'est plus la même aujourd'hui, puisque l'Institut a créé, si je ne me trompe, une section industrielle.

M. Herriot. La tradition est en ce sens.

M. le ministre. Non seulement l'Institut, désormais, considère que c'est un devoir pour la science de se tourner vers l'industrie, mais l'industrie, elle aussi, a demandé au Gouvernement, au ministre de l'instruction publique et à moi-même, d'aider l'Institut dans la création d'un grand laboratoire destiné à étudier les applications pratiques, les découvertes scientifiques. MM. Le Chatelier et Haller, auxquels M. Cazeneuve faisait allusion tout à l'heure, sont à la tête de ce mouvement : ils réussiront, je l'espère bien, et nous les y aiderons.

Il est certain que le laboratoire et l'usine

se complètent et doivent faire un tout. Certains grands inventeurs français en arrivaient, par un excès de désintéressement, à négliger les applications de leurs découvertes ; le résultat en est trop connu : c'est, par exemple, que les procédés de fixation de l'azote, même le procédé Haber, ont leur origine dans des inventions françaises. Ce sont souvent des brevets français, résultats des grands travaux de nos savants, qui ont été exploités par l'industrie allemande ; avec ses laboratoires très organisés, nombreux, importants, bien dotés, l'Allemagne recherchait les moyens pratiques d'appliquer la découverte française et d'en tirer le bénéfice. (*Très bien! très bien!*)

Les ministres intéressés donnent d'ailleurs l'exemple à la science et à l'industrie ; ils se sont déjà mis d'accord, et M. Steeg apprendra avec plaisir, puisque tout à l'heure il nous demandait de nous entendre, que, par un arrêté récent, les ministres de l'instruction publique, de l'agriculture, et du commerce, viennent de constituer une conférence interministérielle permanente, où nous examinons périodiquement toutes les questions communes et où nous recherchons les solutions adéquates.

M. Herriot. Ce n'est encore qu'un laboratoire verbal. (*Rires.*)

M. T. Steeg. Il faut commencer par parler pour se mettre d'accord.

M. le ministre. Ce laboratoire verbal aura cependant son utilité : car, vous le savez mieux que personne, vous qui êtes maire de cette grande ville qui a tant fait pour l'enseignement technique, qui a créé depuis longtemps ces établissements dont parlait M. Cazeneuve, ces écoles, comme celle de la Martinière, qui ont poussé à la fois à la pratique et à la science, combien de temps mettaient certains dossiers lorsqu'ils erraient des deux côtés de la rue de Grenelle et trouvaient parfois le moyen de s'égarer entre les deux ministères sans qu'aucune solution n'intervint! (*Très bien!*)

Eh bien ! cette conférence interministérielle nous permet d'étudier les problèmes pratiques et de les régler amiablement, sans papiers, sans échange de notes, sans ce formalisme administratif qui est vraiment désuet et d'avant-guerre. (*Nouvelle approbation.*)

En ce qui concerne l'office central des recherches scientifiques, industrielles et agricoles, voici où nous en sommes. Le ministre de l'instruction publique a bien voulu accepter que ce soit au commerce que se réunissent les représentants de l'Institut, de l'université, de l'industrie, de l'agriculture, et j'ai eu à présider une commission où, avec les directeurs du ministère de l'instruction publique, les représentants de l'Institut, les industriels et les savants, M. Millebrand, M. Painlevé et plusieurs autres de nos collègues, nous avons établi un projet. Ce projet, signé d'abord par M. le ministre de l'instruction publique, puisque c'est à son ministère que se rattache l'office central des recherches scientifiques, industrielles et agricoles, vient d'être approuvé par la Chambre. Nous donnons la personnalité civile à un grand office qui pourra recevoir et répartir les subventions, qui pourra mettre de l'ordre dans leur attribution.

L'Institut songe à la création de grands laboratoires pratiques préconisés par MM. Le Chatelier et Haller ; mais nous répondons aussi à l'appel de M. Menier, car nous nous occupons dès maintenant de trouver une installation qui leur permette de se développer pour deux établissements pratiques, le laboratoire du conservatoire national des arts et métiers et le laboratoire d'électricité de M. Janet, qui rend les services que vous savez ; pour comprendre

tous les moyens d'action nécessaires, cette installation ne peut être réalisée au conservatoire lui-même : ce n'est pas, en effet, au centre de la ville qu'on peut établir les bâtiments indispensables, c'est hors les murs.

Nous avons plusieurs terrains en vue ; mais il faudra que le laboratoire des arts et métiers et que le laboratoire d'électricité soient dotés par vous de crédits nouveaux, de manière à faire honneur à la science française et à donner en même temps à l'industrie française ce qu'elle attend, c'est-à-dire des moyens pratiques d'étude, des directives et des conseils.

M. Gaston Menier. Dans des locaux construits spécialement.

M. le ministre. Parfaitement, dans des locaux construits spécialement.

M. Gaston Menier. Il ne faut pas qu'ils soient placés dans des locaux existant déjà, qu'on aménage, mais qui n'ont jamais été construits pour recevoir ces laboratoires.

M. le ministre. C'est entendu. Vous savez quels sont les projets que j'espère voir aboutir très prochainement.

A l'heure où nous sommes, cet effort s'impose plus que jamais. Comme l'a dit M. Cazeneuve, la science française a montré pendant la guerre ce qu'elle valait et l'industrie française, de son côté, a prouvé qu'elle comprenait la science et savait l'utiliser. Dans cette œuvre d'après-guerre formidable, dans ce travail colossal de reconstruction nationale, où il va falloir rassembler toutes nos ressources et les utiliser, ne perdre aucun sous-produit, rechercher les méthodes nouvelles, faire de la standardisation partout où elle s'impose, organiser l'industrie de manière à réduire les besoins de main-d'œuvre grâce au machinisme et à lui donner son maximum de rendement, dans cette œuvre, dis-je, la part des laboratoires d'étude et de direction ne pourra être que considérable.

La Chambre vient déjà de donner l'exemple de sa volonté de réaliser l'œuvre dont il s'agit. J'espère que, de votre côté, vous voterez bientôt la création de l'office central que nous vous demandons ; nous aurons donné ainsi à ce pays l'un des grands instruments de travail qu'il attend.

Je termine, en donnant à M. Cazeneuve et à M. Flaissières une réponse précise aux questions précises qu'ils m'ont posées.

Ils m'ont demandé ce que je ferais pour les chaires créées soit par les chambres de commerce, soit par les municipalités.

Il est bien entendu que, dès que la présente loi sera votée, je me retournerai vers les organismes existants et leur demanderai d'imiter l'exemple du Parlement. S'il y a des chaires fondées par des particuliers, pour celles dont les initiateurs n'existent plus, c'est le Gouvernement qui devra faire l'effort nécessaire, et je suis persuadé que nous pourrions compter sur le concours des donateurs vivants pour compléter leurs dotations.

M. Flaissières. Très bien !

M. Herriot. Le Gouvernement consentirait-il à aider les départements ou les municipalités qui feraient le principal de l'effort ?

M. le ministre. Je vous réponds oui, pour ma part, et avec ardeur ; je ne peux pas prendre d'engagement au nom de mon collègue des finances, mais j'insisterai auprès de lui afin d'obtenir les crédits nécessaires.

M. Herriot. Il faut que nous parlions de l'enseignement technique avec beaucoup d'humilité, il existe si peu !

M. le ministre. Le Parlement vient enfin de voter la charte de l'enseignement tech-

nique, la loi Astier. J'ai obtenu de la Chambre qu'elle l'acceptât telle qu'elle est sortie de vos délibérations. Elle ne contient pas toutes les réformes que j'eusse désirées, elle réclame certaines améliorations; mais cependant elle fournit les moyens d'aider les efforts du Gouvernement, des départements, des municipalités, des industriels et des syndicats, elle pourra amener une grande floraison d'établissements d'enseignement technique. Nous devons développer cet effort le plus possible. La chose importante et urgente, à l'heure présente, c'est le vote de crédits suffisants permettant aux professeurs de l'enseignement technique de vivre.

Nous avons pu constater, avec regret, des incidents lamentables. Il y a quelques jours, M. Fabien Cesbron me disait que, s'étant présenté au conservatoire des arts et métiers pour une analyse il n'avait pas trouvé les spécialistes nécessaires.

M. le rapporteur. Les laboratoires d'essais étaient désorganisés.

M. le ministre. Cela tenait à ce que ces spécialistes ne trouvant plus là le moyen de vivre avaient cherché une situation dans l'industrie. Avec les crédits que vous allez voter aujourd'hui, l'appel que le pays fera à leur dévouement sera entendu. Nous pourrions les conserver. Toute cette jeunesse française, si ardente à l'œuvre de reconstitution nationale, si pleine de bonne volonté, brûle du désir de travailler. Donnons-lui les moyens de vivre en travaillant et je suis persuadé que nos écoles se peupleront comme elles le méritent et que notre enseignement technique sera bientôt digne de notre pays. (*Applaudissements.*)

M. le président. Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}:

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en addition aux crédits provisoires alloués au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, des crédits s'élevant à la somme totale de 2,935,230 fr.

« Ces crédits demeurent répartis par chapitres, conformément à l'état annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de cet état :

1^{re} section. — Commerce et industrie.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 19. — Conservatoire national des arts et métiers, 118,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 24. — Ecoles nationales d'arts et métiers. — Traitements et salaires, 891,925 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Ecoles nationales professionnelles. — Subvention pour les dépenses de fonctionnement (personnel, traitement et salaires), 348,225 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 30. — Ecole nationale d'horlogerie de Cluses. — Personnel, traitements et salaires, 41,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 33. — Ecoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel, traitements et salaires, 1,482,655 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 35. — Ecole normale de l'enseignement technique. — Personnel, traitements, 5,050 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 36. — Ecole normale de l'enseignement technique. — Personnel, indemnités, 15,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 39. — Inspection générale, 32,925 francs. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — L'avancement par promotion de classe des fonctionnaires de l'enseignement technique, exception faite des professeurs du conservatoire national des arts et métiers, a lieu le 1^{er} janvier de chaque année, partie au choix, partie à l'ancienneté.

« Dans chaque classe, peuvent être promus au choix, dans la proportion de 30 p. 100, les fonctionnaires qui ont accompli dans une classe le stage minimum.

« Les promotions à la classe exceptionnelle sont exclusivement réservées au choix; le nombre des promotions à cette classe est au plus égal à 20 p. 100 du nombre des fonctionnaires admissibles à promotion. Est admissible à promotion à la classe exceptionnelle tout fonctionnaire de la première classe âgé de cinquante-quatre ans. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Le minimum de stage dans chaque classe, sauf pour le passage à la classe exceptionnelle, est de trois ans. Le stage est réduit d'un an pour les fonctionnaires de la 5^e classe âgés de quarante-cinq ans, pour ceux de la 4^e classe âgés de quarante-sept ans, pour ceux de la 3^e classe âgés de cinquante ans et pour ceux de la 2^e classe âgés de cinquante-trois ans. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Le maximum de stage est de cinq ans. Sont promus de droit à la classe supérieure tous les fonctionnaires de l'enseignement technique, exception faite des professeurs du conservatoire national des arts et métiers, qui ont accompli, dans la classe immédiatement inférieure, le stage minimum augmenté de deux ans. Les fonctionnaires qui comptent dans leur classe un stage supérieur à cinq ans, obtiennent dans leur nouvelle classe un report d'ancienneté égal à l'excès de cette ancienneté sur le maximum de stage. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Outre les traitements prévus par la présente loi, il sera attribué au personnel visé par la présente loi, à titre d'indemnité de famille, une allocation annuelle de 330 fr. par enfant jusqu'au deuxième enfant et de 480 fr. par enfant en sus du second.

« Ces majorations ne seront accordées que pour les enfants au-dessous de seize ans. Elles ne se cumuleront pas avec les indemnités pour charges de famille attribuées en vertu des lois des 22 mars et 14 novembre 1918 et des décrets pris pour l'exécution de ces lois. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Sont abrogées toutes les dispositions législatives ou règlements antérieurs contraires à la présente loi. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin. (Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	215
Majorité absolue.....	108
Pour.....	215

Le Sénat a adopté.

9. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF À LA COMPÉTENCE DES Gardes Forestiers

M. le président. L'ordre du jour appelle le 1^{er} délibération sur le projet de loi,

adopté par la Chambre des députés, relatif à la compétence des gardes forestiers en matière de constatation de délits de chasse.

M. Guillaume Poulle, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

La parole est à M. le rapporteur dans la discussion générale.

M. le rapporteur. Je prie le Sénat de bien vouloir adopter le projet de loi qui nous vient de la Chambre des députés, me bornant à lui donner quelques rapides explications sur l'économie même de ce projet.

Une disposition de l'article 22 de la loi du 3 mai 1814 sur la police de la chasse accorde compétence aux gardes forestiers pour dresser des procès-verbaux en matière de chasse. Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire. La jurisprudence n'a pas permis de donner à cet article toute l'extension désirable en ce qui concerne la répression du braconnage.

Une certaine doctrine et une certaine jurisprudence, qui semblent aujourd'hui devoir être acceptées comme représentant la vérité légale quant à l'interprétation à donner à cet article 22, disposent que les gardes forestiers ne pourront dresser des procès-verbaux, faisant foi jusqu'à preuve contraire, que dans les bois et les forêts soumis à leur surveillance. Il en résulte que, si un délit est constaté par eux dans la plaine, ils ne peuvent servir que de témoins mais ils ne peuvent dresser le procès-verbal qui, précisément, dispenserait de faire venir des témoins pour établir l'existence du délit.

Il a paru nécessaire, surtout après la guerre qui a raréfié, dans des proportions inquiétantes, le nombre des agents chargés d'assurer la répression du braconnage, de rompre avec cette jurisprudence qui présente des côtés fâcheux. Il n'y avait qu'un moyen: compléter l'article 22 de la loi de 1814 par le texte même qui vous est soumis.

Ainsi, la compétence des gardes forestiers serait générale dans toute l'étendue des arrondissements des tribunaux où a été enregistrée leur prestation de serment.

Il n'y a pas un grand effort à faire pour accepter une semblable modification à la loi. Elle présente d'ailleurs un intérêt pratique incontestable.

Il faut considérer, d'autre part, que les gardes forestiers qui dépendent du ministère de l'agriculture sont, en réalité, des agents chargés, dans certains cas, d'assurer la police rurale.

C'est ainsi que les gardes forestiers, qui assurent également la répression du braconnage en matière de pêche, ont à ce point de vue, dans une certaine mesure, une compétence générale puisqu'elle s'exerce, en tous endroits, par exemple, relativement au transport et à la vente du poisson en temps de frai, au colportage et au débit du poisson n'ayant pas les dimensions réglementaires.

D'autre part, la loi du 21 juin 1898 sur la police rurale a habilité les gardes forestiers à constater sur tous les terrains l'inexécution des mesures prescrites par les préfets pour arrêter ou prévenir les dommages causés à l'agriculture par les insectes, les cryptogames ou autres végétaux nuisibles.

Ce projet de loi est donc en rapport avec ces précédents. C'est pourquoi je vous demande de vouloir bien le voter, sans modification. (*Très bien ! très bien !*)

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — L'article 22 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse est complété par le paragraphe suivant :

« A l'égard des gardes forestiers, cette disposition s'appliquera, en quelque lieu que les infractions soient commises, dans les arrondissements des tribunaux près desquels ils sont assermentés. »

Je mets aux voix cet article unique.

(Le projet de loi est adopté.)

10. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF AUX BIENS SÉQUESTRÉS

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre.

M. Guillaume Pouille, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française,
« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — MM. Deligne, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre, et de Celles, receveur central des finances de la Seine, sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 8 juillet 1919.

« R. POINCARÉ.

• Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« L.-L. KLOTZ. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Bricout, directeur des affaires civiles et du sceau, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le garde des sceaux, ministre de la justice, au Sénat, dans la discussion du projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre.

« Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 29 août 1919.

« R. POINCARÉ.

• Par le Président de la République :

« Le garde des sceaux, ministre de la justice,
« LOUIS MAIL. »

La parole est à M. le rapporteur dans la discussion générale.

M. le rapporteur. Messieurs, le projet de loi qui vous est actuellement soumis est modeste dans son cadre, mais il est particulièrement important dans les répercussions qu'il doit entraîner. Il a, en effet, pour but la liquidation des biens immeubles, meubles ou valeurs quelconques, appartenant à des ressortissants ennemis.

Quelle est la situation actuelle, celle qui s'est prolongée depuis le début des hostilités?

Il n'existait dans nos lois aucun texte visant spécialement les biens des sujets ennemis appartenant à des nations en guerre avec la France. Il a fallu, par conséquent, se baser uniquement sur l'état de guerre pour les mettre sous séquestre. C'est le séquestre qui a permis d'en assurer la garde et la conservation, en vue des décisions qui pouvaient et devaient, par la suite, être prises en ce qui les concernait.

Ces biens ont donc, pendant toutes les hostilités, été gérés et administrés, sans que jamais aucun fait d'attribution, de liquidation — permettez-moi d'employer cette expression — ait été mis en œuvre. Il y a peut-être eu quelques liquidations en ce qui concernait des objets sujets à dépréciation, mais il n'a été réalisé aucune autre opération de liquidation proprement dite.

Dans les pays alliés et dans les pays ennemis, la situation que nous avons constatée en France ne s'est pas produite : en Angleterre et aux Etats-Unis notamment, des actes de liquidation nombreux ont été opérés ; quant aux Allemands, ils ont liquidé les biens qui appartenaient à des Français — biens qui se trouvaient en quantité beaucoup plus considérable en Allemagne que les biens des Allemands en France — avec une brutalité qui correspondait à tout un système ayant pour but, en enlevant à des Français des biens légitimement acquis, de causer, du même coup, à la France, un préjudice économique aussi considérable que possible. (Très bien !)

A l'heure actuelle, il est certain que cette situation, qui dure depuis le début de la guerre, ne peut se prolonger davantage et qu'il est indispensable, surtout en présence du texte même du traité de paix, de passer de la période conservatoire des séquestres à la période de liquidation. Comme le disait l'exposé des motifs du projet de loi : « l'intérêt le plus général exige qu'à la méthode d'attente, comme pour la période de guerre, soit substitué un régime définitif ». Seule la liquidation peut permettre d'atteindre ce but.

Sur le projet lui-même, il me paraît nécessaire de donner au Sénat quelques explications. (Parlez !)

En ce qui concerne les biens séquestrés

la solution vous apparaîtra comme devant être nécessairement double : elle devra d'abord être une solution internationale ; elle devra ensuite être une solution nationale — si vous me permettez d'employer cette expression — mais d'ordre intérieur.

La solution internationale, quelle est-elle ? Elle est celle qui se trouve dans les traités de paix qui s'élaborent à l'heure actuelle ou qui se signent entre la France et les pays avec lesquels nous avons été en guerre.

Que dit le traité avec l'Allemagne, le seul que nous connaissions dans son texte ?

L'Allemagne reconnaît que tous les biens de ses ressortissants, qui se trouvent sur le territoire de la République, dans nos colonies ou dans nos pays de protectorat, ont cessé d'être la propriété de ces ressortissants pour devenir celle de la France. Ils pourront être liquidés et vendus. Leur valeur sera portée au crédit de l'Allemagne « au titre de ses obligations de réparer ». C'est ce que disent les articles 243, 297, 298 du traité de paix, ainsi que les annexes qui suivent les articles 297 et 298. Tout cela est très net et très précis.

Voilà, messieurs, la solution internationale de droit externe. Il faut y ajouter que la liquidation de ces biens, meubles ou immeubles, d'après le traité, devra être faite en suivant les règles de la législation existant en France pour la liquidation de semblables biens.

Ici, vous touchez immédiatement du doigt l'utilité du projet dont vous êtes saisis et en même temps la nécessité de le voter sans retard. Il n'est pas douteux, en effet, que, même si les traités de paix étaient signés à l'heure actuelle avec toutes les nations avec lesquelles nous avons été en guerre, tant que le projet actuel n'aurait pas été voté, il serait absolument impossible de procéder à aucune opération de liquidation. (Très bien ! très bien !)

Il apparaît alors à l'esprit que, par la force même des choses, ce projet de loi d'ordre purement intérieur, de droit interne, va avoir un trait d'union immédiat, nécessaire, avec les traités de paix ; autant dire que le projet de loi qui vous est soumis, trouve et trouvera dans les traités de paix son point de départ, sa justification et sa nécessité.

Le projet de loi le dit formellement, quand il spécifie, dans son article 5, que « les sommes provenant des liquidations sont attribuées à l'Etat en vue de l'affectation qui leur sera donnée par les traités de paix ».

Toutes les questions à résoudre se trouvent ainsi reportées des traités de paix à la loi française. (Très bien !) Ce sont les traités de paix, c'est déjà le traité de paix avec l'Allemagne, qui justifient le dessaisissement des ressortissants allemands au profit de la France, pour tous les biens que ceux-ci possédaient sur le territoire français, dans nos colonies et pays de protectorat. Ce dessaisissement trouve dans ces traités sa justification légale et sa base légitime. Il est une conséquence d'une guerre injuste et une des conditions de la paix imposée par les vainqueurs. (Très bien !)

Que vous est-il proposé, au point de vue de la solution du droit interne auquel je faisais allusion ?

On a cherché une formule aussi simple que possible. Mais il ne fallait pas qu'il n'y eût qu'une formule. Il fallait, alors que nous allons liquider les biens de ressortissants de pays qui ont été en guerre avec nous, obtenir ce double résultat : ne faire que des choses absolument régulières, ne pouvant donner lieu, de la part de nos ennemis, qui nous surveilleront à ce point de vue, à aucune critique, et, en même temps, retirer de ces liquidations l'actif le plus considérable.

C'est, en réalité, un nouveau chapitre des

réparations dues qui s'ouvre pour la France. (*Très bien !*)

Des séquestres ont été ordonnés. Il faut sortir de cette situation purement conservatoire. Qui ordonnera la liquidation ? Dans quelles conditions celle-ci s'opérera-t-elle ? Le projet le dit. C'est le président du lieu de la séquestration qui l'ordonnera, sur requête du ministère public. La juridiction du président, au point de vue de la liquidation proprement dite, est purement gracieuse : elle n'a aucun caractère contentieux.

Au contraire, la désignation du séquestre, les demandes en mainlevée de séquestres ont un caractère nettement contentieux. C'est justement ce que M. le garde des sceaux a déclaré, à la séance de la Chambre, le 5 avril 1919 : « Si le séquestré a introduit une demande en mainlevée ou si, ayant introduit cette demande, et celle-ci ayant été repoussée, il a formé appel, il est évident qu'il devra être sursis à toute mesure d'exécution. »

On s'est demandé, d'une part, si la liquidation devait être générale, si, d'autre part, elle était obligatoire. La réponse à cette double question me paraît devoir être la suivante : tous les biens appartenant à des ressortissants ennemis doivent être mis sous séquestre. Si le séquestre est maintenu, ils devront être liquidés. La liquidation doit être la conséquence nécessaire, inéluctable du maintien du séquestre.

C'est dire que le séquestre pourra ne pas être maintenu dans tous les cas.

Tout d'abord, une erreur aura pu être commise. D'autre part, il peut se rencontrer des situations particulièrement intéressantes pouvant commander la levée du séquestre ou s'opposer à ce que le séquestre soit ordonné.

Voici, par exemple, le ressortissant d'une nation ennemie qui a servi dans la légion étrangère, qui se trouve par conséquent dans une posture particulièrement favorable pour obtenir la naturalisation. Il est certain que le séquestre aura pu être ordonné, mais il est également certain que, en présence d'une semblable situation, rien ne s'opposera, à mon avis, à ce que le séquestre soit levé. Ce seront là des questions d'espèce. (*Très bien !*)

M. Hervey. Il en sera de même lorsque des fils d'un de ces ressortissants seront morts pour la France ?

M. le rapporteur. Ce sera la même chose. On se trouvera parfois en présence de situations assez délicates. Il conviendra d'apprécier, ainsi que le prouvent les deux exemples cités par l'honorable M. Hervey et par moi-même.

Rien ne s'oppose, dans les textes qui vous sont soumis, à ce qu'ils soient considérés comme ayant une souplesse suffisante pour donner satisfaction à des situations aussi intéressantes que celles qui viennent de vous être indiquées.

Toutefois, il est essentiel de préciser que ces situations devront être considérées comme exceptionnelles. Elles devront être très rares ; il faudra se montrer extrêmement rigide ; mais la rigidité n'exclut pas la justice, et même vis-à-vis d'ennemis qui, à notre égard, ont atteint le summum de l'injustice et souvent de la cruauté, je dis que nous devons toujours rester fidèles à un sentiment particulièrement français, celui du respect de la justice. Nous serons justes, sans être dupes cependant. (*Très bien !*)

La liquidation a été ordonnée ; dans quelles conditions devra-t-elle être opérée ? Le texte le dit et d'une façon très heureuse et fort simple en même temps.

En ce qui concerne l'exécution, c'est l'ordonnance elle-même qui précisera les con-

ditions dans lesquelles devra se produire la liquidation. Lorsque l'évaluation des biens fera ressortir un actif brut égal ou supérieur à 100,000 fr., les conditions de la liquidation ne seront réglées qu'après avis d'une commission consultative instituée à cet effet sous l'autorité du garde des sceaux et fixation par elle d'un prix minimum de mise en vente.

Messieurs, pour qu'il n'y ait pas de soupçon possible, pour qu'en même temps la liquidation puisse donner tout son effet au point de vue des sommes à recouvrer, la Chambre a voté un amendement, déposé par l'honorable M. Lafont, d'après lequel chaque fois qu'il y aura lieu à vente, c'est-à-dire chaque fois que l'Etat n'exercera pas le droit de préemption qui lui est reconnu par l'article 2 du projet, cette vente devra se faire non à l'amiable, mais au grand jour, avec la publicité nécessaire : il devra y avoir des enchères et il a été spécifié, en outre, que ces ventes aux enchères auraient lieu dans la forme des ventes ordinaires des domaines.

A ce point de vue, il est intéressant de préciser que la vente aux enchères sera la règle. Il y sera toujours procédé et l'administration des domaines trouvera, dans le projet actuel, la base et la raison d'être de semblables ventes. L'administration des domaines a fait ses preuves en pareil cas. Le soin, la très grande probité qu'elle apporte dans ce genre d'opérations sont de nature à donner au Parlement, à tous les intéressés, une entière confiance. (*Très bien !*)

Telles les grandes lignes du projet dont vous êtes saisis. Il pourra être nécessaire, au cours de la discussion, de donner des renseignements complémentaires. Pour le moment, j'ai voulu montrer le but que l'on voulait atteindre et les moyens auxquels on avait recours. Je crois qu'il donne satisfaction à tous les intérêts et qu'il a prévu tout ce qui devait être prévu. Mais le temps presse, car, une fois les traités de paix ratifiés, il serait regrettable que les opérations de liquidation fussent arrêtées parce que nous n'aurions pas, dans notre droit interne, la législation à laquelle font allusion tous les traités de paix.

C'est dans ces conditions que je vous demande de bien vouloir voter le projet tel qu'il nous a été envoyé par la Chambre des députés, afin que, ainsi que je vous le disais tout à l'heure, s'ouvre le plus rapidement possible un nouveau chapitre des réparations qui sont dues à ce pays. (*Assentiment général.*)

M. Herriot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Herriot.

M. Herriot. Messieurs, la lecture des articles du projet de loi qui nous est soumis me laisse une préoccupation que je voudrais communiquer au Sénat. Je crois qu'elle est digne aussi de retenir l'attention de M. le garde des sceaux.

Je suis très frappé, comme vous le serez sans doute, de voir que sont admis aux adjudications les alliés, ce qui s'explique pour bien des raisons, mais aussi les neutres. Je ne suis pas le seul ni le premier à avoir été inquiété par certaines conséquences possibles de ce fait, puisqu'à la Chambre des députés déjà, MM. Haudos et Jean Peyret avaient déposé un amendement que je vous demande la permission de vous lire et qui traduit, en l'exagérant un peu, ma préoccupation.

Les honorables députés disaient, en effet : « En aucun cas, l'attribution des biens liquidés, quelle que soit la méthode de réalisation, ne pourra être consentie qu'à des Français ou à des sociétés françaises en

totalité composées de capitaux français, à l'exclusion de tous ressortissants d'une nation alliée, associée ou neutre. »

J'estime ce texte rigoureux. Je crois, pour ma part, qu'il est excessif de n'admettre aux adjudications que des sociétés composées en totalité de capitaux français et je n'aimerais pas qu'on vint exclure de toutes ces opérations des alliés ou des associés, à qui nous entendons payer nos dettes de reconnaissance en leur permettant de se mêler d'une façon intime aux affaires de notre pays. Mais, sous ces réserves, qui montrent que je n'entends nullement prendre parti pour un nationalisme économique étroit, inintelligent, je m'inquiète beaucoup à la pensée qu'il va venir aux enchères non pas seulement des alliés, quelquefois très riches, quelquefois plus riches que nous, mais des neutres. Je ne crois pas abuser de l'esprit de prophétie en demandant qu'on me donne acte aujourd'hui de cette déclaration : souvent, derrière ces neutres, il y aura des ennemis.

J'ai entendu dire : « Mais nous saurons les dépister, nous saurons les écarter. » Je vous en défie ! Tous ceux d'entre nous qui ont été mêlés pendant une partie de la guerre, par leurs fonctions locales, à la recherche des sociétés allemandes, savent, malgré la longue période antérieure de paix qui rendait les précautions moins utiles, combien nous avons eu de difficultés, combien il a fallu d'enquêtes, diplomatiques ou autres, et de délais pour arriver à établir que telle société, prétendue suisse, était une société allemande. Quand il viendra aux enchères des sociétés neutres qui représenteront des intérêts allemands, comment allez-vous les découvrir, monsieur le ministre ? C'est cela qui m'inquiète et c'est sur ce point que je voudrais bien être rassuré.

S'il est permis de parler en toute liberté, même quand on parle de ses alliés, on peut défendre nettement les intérêts de son pays, puisque ce pays est la France, qui a, de l'aveu même de ses amis du dehors, besoin de se reprendre et de se refaire. Nous avons des alliés que nous aimons beaucoup, mais ils ont, en ce moment, des facultés financières qui nous manquent étrangement. Ils comprendront ma préoccupation. De très puissantes sociétés pourront être tentées soit d'acquérir des affaires nouvelles, soit — je pourrais en donner à M. le ministre de la justice des exemples que j'ai dans l'esprit — de compléter par des acquisitions nouvelles des installations qu'elles ont déjà sur notre sol. L'équilibre de notre industrie nationale peut en être compromis.

Ce n'est pas un nationalisme économique qui m'inspire ; c'est l'intérêt même de notre pays, de notre industrie, de nos ouvriers. Nous commettons une grave imprudence. N'aurait-il pas mieux valu dire qu'en principe ces adjudications étaient réservées à des Français, sous réserve, pour le Gouvernement de notre pays, d'autoriser, en certains cas, des alliés bien connus, bien dignes de notre confiance, à se présenter aux marchés.

Je crois que ce dispositif aurait été infiniment plus sûr. Il aurait fallu poser le principe que ces ventes étaient réservées à des Français et admettre toutes les dérogations que conseillaient à la fois l'intérêt, le libéralisme et la reconnaissance.

On ne l'a pas fait. On verra les dangers de cette lacune et combien l'ingéniosité personnelle de l'étranger qui veut reprendre une affaire est plus subtile qu'une loi pareillement désarmée.

Tout à l'heure, j'entendais à cette tribune, dans un débat qui s'élargissait de minute en minute, parler de ces grandes usines de produits chimiques qui sont sur notre sol et qui ont été en effet une des clés de voûte

de la grandeur industrielle allemande. Elles nous faisaient payer tribut. Les savants, nous disaient avec beaucoup de justesse, nous les avons eus, nous les avons; ce qui nous a manqué, ce sont les grandes usines-laboratoires.

Ces usines, leur sort va être fixé. Est-ce que vous pensez, monsieur le ministre, avec votre esprit de prévision, que les sociétés allemandes, qui ont des capitaux formidables, ne vont pas faire des efforts désespérés pour les reprendre et, si elles ne peuvent pas les reprendre directement, pour nous en éliminer.

Or, dans l'industrie rien ne s'improvise; les conseils sont plus faciles à donner qu'à suivre; on ne répare pas — quelque assurance optimiste qu'on nous donne et que nous applaudissions à la fin d'un discours — on ne répare pas en un an de bonne volonté les lacunes de vingt ou vingt-cinq ans. Aussi, je vous le dis — je n'ai pas besoin pour cela de faire un très gros effort de clairvoyance — à la faveur de cette loi vous allez voir se réinstaller ceux-là mêmes que vous avez eu tant de peine à éliminer. Et ce n'est pas le seul danger.

Cette thèse est celle du bon sens et, d'ailleurs, elle a été tout naturellement appliquée en Alsace et en Lorraine parce que, là, on a senti le danger voisin; le commissaire général, très justement, n'a pas voulu s'y exposer. Mais quelle différence, je vous prie, entre ce qui peut se passer maintenant à Nancy ou à Belfort et ce qui eût pu se passer à Strasbourg? Ici et là ne s'agit-il pas d'une partie intégrante de l'industrie nationale qui va chercher à se rééquilibrer?

On nous dit — c'est l'argument que M. le ministre a développé avec son talent ordinaire devant la Chambre: « Il nous faut faire le plus d'argent possible avec ces liquidations. Il faut donc que les enchères soient libres. »

Non, monsieur le ministre, pour peu qu'on y réfléchisse, cette thèse ne peut pas être retenue. Ce serait, après tant de dépenses si libérales, après tant d'économies négligées, ce serait, à mon avis, bien faux et bien imprudent de voir, dans cette liquidation des biens séquestrés, simplement le résultat du moment.

C'est tout l'avenir qui est en germe dans ces installations qu'il faut voir; souvent, en faisant au profit de Français des sacrifices dans l'opération même des enchères, vous feriez le plus beau, le plus utile et le plus fécond des placements. Je vois ici des industriels qui m'approuvent certainement.

Laissez-moi, je vous prie, débarrasser la discussion de cet argument, qui n'est pas à retenir, dans une circonstance historique comme celle-ci, dans une affaire qui va, vous le sentez bien, monsieur le ministre commander, pour partie, la réorganisation, la réparation de notre industrie et de notre commerce.

Moi aussi je suis pour toute la justice, et je ne veux pas que cette opération ait à aucun degré le caractère d'une vengeance; mais quand nous avons tant de peine dans notre pauvre Nord, dans notre pauvre Est, à rebâtir pierre à pierre — quand nous avons des pierres — ces usines démolies, est-ce que la France ne reste pas à l'intérieur de son droit en prenant quelques précautions pour ses industriels qui auraient bien mérité, le cas échéant, de trouver une compensation dans la liquidation projetée? (Très bien! très bien!)

Vous le pensez, monsieur le ministre, et comme moi vous vous ralliez à cette thèse de bon sens. Alors il n'y a plus qu'un argument.

Vous craignez des représailles, vous avez raison: une nation n'est pas un tout fermé dans l'ordre économique. Il faut éviter les mesures de vengeance, de rétorsion. Mais

j'ai indiqué le moyen légitime de donner satisfaction, par exemple, à nos amis belges, dont les capitaux se pressent vers nous: c'est de réserver en principe la vente aux Français, mais d'y admettre les alliés qui l'auraient mérité. Alors, au lieu de confondre les alliés, à qui nous devons de la reconnaissance, avec la troupe anonyme, incon nue, indistincte, des neutres;...

M. le rapporteur. C'est ce qui pourra être fait dans le cahier des charges.

M. Herriot. ... la France leur aurait réservé des privilèges, et le Belge, qui a combattu avec nous, n'aurait pas été exposé à se rencontrer sur le terrain des enchères avec le Hollandais, par exemple, peut-être messager de l'Allemagne. La difficulté des représailles était ainsi résolue. (Très bien!)

Pour conclure, comment faire? J'aurais bien repris à mon compte l'amendement de MM. Haudos et Peyref, en l'atténuant un peu, pour lui ôter ce que je lui trouve de rigueur excessive; mais M. le rapporteur, tout à l'heure, nous a adressé un appel pressant pour que le texte de loi soit voté le plus vite possible. D'autre part, il est à craindre que la Chambre, qui a déjà repoussé cet amendement — parce qu'il était excessif et parce qu'elle était insuffisamment éclairée — hésite sur un nouveau texte. M. le garde des sceaux pourrait alors, ce me semble, par des instructions précises, donner à l'intérêt français que je défends les satisfactions nécessaires.

Dans la discussion devant la Chambre, M. le président de la commission a fait observer que l'Etat pourrait user d'un droit de préemption.

M. Bienvenu Martin, vice-président de la commission. Il n'y a pas de doute.

M. Herriot. Mais ce droit est limité; cette intervention sera difficile à provoquer. Cette réserve me donne bien peu d'espérance; il y a mieux, je pense. Il faudra, monsieur le ministre, pour toutes ces liquidations de biens, des commissions consultatives, il faudra des cahiers des charges.

M. le vice-président de la commission. Comme dans toutes les adjudications.

M. Herriot. Ces cahiers des charges devront être rédigés suivant des instructions que vous allez donner. Je demande — et je prie le Sénat de s'associer à moi — que, dans ces instructions, il soit spécifié qu'en principe le bénéfice de ces enchères est réservé aux Français et que les neutres ou même les alliés ne doivent y être admis que s'il n'en résulte aucun inconvénient pour nos intérêts nationaux. (Très bien! très bien!)

M. le garde des sceaux voudra bien reconnaître que c'est le minimum de précautions à prendre, car il n'est pas un d'entre nous qui désire exercer, au lendemain de notre victoire, la moindre vengeance; mais il n'y en a pas un non plus qui ait le droit d'abandonner, au détriment de nos compatriotes, la moindre part de justice. (Très bien! et applaudissements.)

M. Louis Nail, garde des sceaux, ministre de la justice. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Messieurs, sans vouloir retenir longtemps votre attention, je désire cependant compléter en quelques mots les explications très claires qu'a fournies tout à l'heure l'honorable rapporteur.

Nous sommes à la veille de la ratification du traité de paix avec l'Allemagne et il est absolument désirable que, dès le jour où le traité entrera en cours d'exécution, il soit possible de procéder à la liquidation des

biens depuis cinq ans déjà placés sous séquestre.

Vous savez — M. le rapporteur le rappelle — qu'au début de la guerre, en vertu du décret du 27 septembre 1914, qui interdisait tout commerce avec les nations ennemies, on a placé sous séquestre un nombre important de biens, de droits, d'actions, de créances appartenant aux nationaux des puissances adverses. Le chiffre en est intéressant: en vertu de ce décret, 15,820 séquestres ont été constitués. Leur valeur brute pouvait atteindre 1 milliard et demi. Bien entendu, il faut tenir compte des frais et de la dépréciation résultant du retard apporté à la liquidation; beaucoup de valeurs de diverses natures ainsi placées sous la main de justice ne trouveront, sans doute, pas à faire l'objet d'une vente aussi avantageuse qu'au moment de l'estimation.

En dehors de ce décret de 1914, un second texte a constitué d'autres séquestres. Le Parlement a voté, le 22 janvier 1916, une loi qui impose une déclaration à tous ceux qui se trouvent nantis, à un titre quelconque, de droits, de fonds, de créances appartenant aux nationaux ennemis. Ce texte visait principalement les établissements de crédit. Le total des déclarations ainsi effectuées est de 165,833. Le plus souvent, les déclarants ont été constitués séquestres et ont conservé la détention, sous le contrôle de la justice, des biens et droits qu'ils avaient entre les mains...

M. le vice-président de la commission. C'est important!

M. le garde des sceaux. J'indique encore, à titre historique, qu'à la date du 20 avril 1917 mon prédécesseur, l'honorable M. Viviani, a prescrit, par circulaire, l'établissement d'un état analytique faisant connaître la consistance et la valeur, au jour de la rédaction de cet état, des biens de toute nature placés sous séquestre, soit en vertu du décret du 27 septembre 1914, soit en vertu de la loi du 22 janvier 1916. Il a été constaté que la valeur totale, déduction faite d'un coefficient formulé à peu près comme je l'indiquais à l'instant et sur lequel je n'ai pas à revenir, pouvait, tous frais payés et toutes dettes acquittées au profit de nos nationaux créanciers des Allemands, ressortir à un chiffre définitif et net de 1 milliard.

C'est donc, au moment où nous allons avoir à commencer à réaliser une partie de notre créance sur l'Allemagne, un moyen mis à notre disposition pour recevoir de nos ennemis un premier acompte.

M'associant aux paroles par lesquelles M. le rapporteur terminait ses observations, je prie le Sénat de vouloir bien, après avoir demandé et obtenu de la commission et du Gouvernement tous les éclaircissements utiles, assurer la réalisation de la réforme entrevue.

Il faut que nous puissions, sans plus tarder, faire rentrer cette première partie de notre créance. Elle est composée de biens qui souvent sont périssables, de créances qui ne s'améliorent pas avec le temps. Il y a, d'autre part, des marchandises qu'il faut remettre le plus vite possible dans la circulation. D'ailleurs, d'une façon générale, l'industrie nationale n'aura certainement qu'à gagner à ce que les usines, les immeubles de nature commerciale qui ont été placés sous séquestre soient rendus le plus rapidement possible à leur destination primitive.

J'ajoute maintenant un mot, à titre documentaire, sur ce qui s'est passé à l'étranger pendant la guerre.

Je n'ai pas besoin de vous indiquer que nos ennemis n'ont pas observé, comme nous, l'idée du droit. Alors que la France, conformément à des principes qui sont ceux

de l'équité pure, qui étaient ceux des conventions de la Haye, a tenu à garder les biens ennemis sous main de justice à titre uniquement conservatoire, l'Allemagne, au contraire, a réalisé les biens et droits français dans la plus large mesure où elle a pu le faire. C'est d'abord une ordonnance du 4 septembre 1914, et une autre, du 26 novembre de la même année, qui ont organisé ce qu'on a appelé, suivant une expression connue, l'administration forcée des patrimoines ennemis. C'est une ordonnance du 31 juillet 1916, puis une autre du 14 mars 1917, qui ont réglé par le détail la liquidation générale des biens français en Allemagne. En fait, il n'est pas excessif d'affirmer que, pendant la durée des hostilités, l'Allemagne a liquidé toute la partie réalisable des biens français.

En Angleterre et aux Etats-Unis, on a réalisé dans une mesure importante et, au moment de l'armistice, sans vouloir établir une proportion, parce que les éléments statistiques m'en échappent, je peux dire que peut-être les trois quarts des intérêts allemands dans ces pays n'étaient déjà plus sous main de justice : leur liquidation était terminée.

Nous, messieurs, nous sommes restés fidèles à la doctrine conservatoire, d'abord parce que c'était conforme au droit que nous avons toujours su et voulu respecter, et aussi, disons-le, parce que conforme à notre intérêt. Nous ne pouvions, en France, songer à une liquidation anticipée. Il est bon de le dire aujourd'hui que la guerre s'est terminée par la victoire du droit, pour couper court à certaines légendes. On dénigre volontiers, dans notre pays, ce que font les Français eux-mêmes et on ne voit peut-être pas sous un jour absolument exact des actes qui, en réalité, ont une explication et une justification toutes naturelles.

J'ai dit que c'était, non seulement pour nous conformer au droit, mais aussi pour défendre nos intérêts bien compris, que nous n'avons pas procédé à des liquidations pendant la guerre : je m'explique.

Vous connaissez la valeur des biens et intérêts allemands en France; je viens de vous l'indiquer en quelques mots. Qu'étaient les biens et intérêts français en Allemagne? Qu'étaient les biens et intérêts français en Alsace-Lorraine? Je ne me tromperai pas en affirmant que ce total — Allemagne et Alsace-Lorraine — était trois fois, sinon quatre fois supérieur à celui des biens et intérêts allemands en France. Par conséquent, connaissant l'état d'esprit de nos ennemis, sachant que toute mesure prise par nous était toujours le prétexte de ce qu'on appelait, de l'autre côté de la barrière, « de justes représailles », nous ne devions, nous ne pouvions pas, dans l'intérêt bien compris du pays, faire autre chose que de nous conformer au droit. C'est dans ces circonstances que les Gouvernements qui se sont succédé ont eu l'attitude qui était à la fois l'attitude du droit et l'attitude conforme aux véritables intérêts du pays.

M. Dominique Delahaye. Conforme à l'intérêt du pays! Les Allemands vous ont tout volé. A quoi cela vous a-t-il servi, cette timidité? Moi, j'aurais vendu tout, dès le premier jour. J'ai toujours demandé qu'on le fit. Ils ne pouvaient pas voler plus qu'ils ne l'ont fait. L'éloge de notre timidité et de notre pusillanimité n'arrive pas à son heure. Ils continuent à nous voler.

M. le garde des sceaux. Il n'y a pas eu de timidité dans l'attitude que je viens d'indiquer; je ne saurais trop maintenir cette attitude, qui a été celle de tous les Gouvernements qui se sont succédé au pouvoir depuis le début de la guerre...

M. Dominique Delahaye. Mais je l'ai dit

à tous les Gouvernements, on ne m'a pas écouté!

M. le garde des sceaux. ... était conforme au droit et à notre véritable intérêt. Nous ne pouvions pas nous exposer à ce que les intérêts français si considérables en Allemagne et en Alsace-Lorraine, trois ou quatre fois supérieurs peut-être à ceux des Allemands en France, fussent sacrifiés dans des conditions déplorables pour arriver à une liquidation contraire aux principes, et d'ailleurs sans utilité pendant les hostilités.

Tels sont les faits, messieurs, je tenais à les mettre sous les yeux du Sénat, d'une façon succincte, mais, je crois, suffisamment claire.

Ceci posé, je ne retiendrais pas davantage votre attention si je ne voulais répondre tout de suite aux inquiétudes, très fondées, dont l'honorable M. Herriot a bien voulu se faire l'interprète.

Il nous a indiqué qu'il craignait que la loi que vous êtes appelés à voter permit la rentrée en France d'industriels, de commerçants ennemis qui avaient été trop longtemps chez nous des hôtes actifs et indésirables, et il a déclaré qu'il fallait faire le possible pour éviter leur retour...

M. Hervey. Et même celui de leurs capitaux.

M. le garde des sceaux. ... et, bien entendu, de leurs capitaux. L'honorable M. Herriot disait : la Chambre a été saisie dans cet esprit, d'un amendement qu'elle a repoussé, et qui tendait à déclarer d'une façon catégorique...

M. Herriot. Trop catégorique!

M. le garde des sceaux. ... qu'en aucun cas, d'autres personnes que des Français ne pourraient être admises aux enchères et aux adjudications. Sentant lui-même combien le terrain était dangereux, s'il restait sur la base où les auteurs de l'amendement à la Chambre s'étaient placés, l'honorable sénateur a conclu en demandant au Gouvernement d'apporter ici ce qu'il me permettra d'appeler des apaisements.

M. le rapporteur. Il y a eu d'ailleurs une très grosse majorité à la Chambre pour rejeter l'amendement : 331 voix contre 80.

M. Herriot. Voulez-vous me permettre, monsieur le ministre, de vous dire d'abord que le texte était, à mon avis, excessif, puisqu'on disait qu'il faudrait que « les sociétés françaises fussent en totalité composées de capitaux français ». Une première correction à l'amendement consisterait donc à dire : « en majorité ». D'autre part, je n'ai pas parlé, en ce qui me concerne, de l'exclusion des alliés. Ce serait tout à fait injuste, indiscret et maladroit. J'ai seulement demandé qu'on suive une autre procédure. Permettez-moi de penser que si l'amendement avait été présenté sous cette forme, il eût été difficile à la Chambre de ne pas le voter.

M. Hervey. Parfaitement.

M. le garde des sceaux. Je vais essayer de répondre aux observations et en même temps au désir de l'honorable M. Herriot. Il m'a fait le reproche...

M. Herriot. Non.

M. le garde des sceaux. ... le reproche amical, de m'en être tenu devant la Chambre à cet argument, à savoir qu'il est nécessaire que les liquidations produisent le plus d'argent possible et, par conséquent, qu'il ne faut en exclure personne.

M. Herriot voudra bien me permettre de lui rappeler que, devant la Chambre, je n'ai pas tenu absolument ce langage. Je viens de relire mon discours au *Journal officiel*.

M. Herriot. Je n'ai pas besoin de vous relire; je sais vos déclarations par cœur!

M. le garde des sceaux. J'ai dit ceci :

Le Gouvernement a eu une attitude très simple et qui s'inspire d'une double idée : d'une part, il estime qu'il est sage que les liquidations soient aussi fructueuses que possible et, d'autre part, il entend qu'elles se fassent dans un esprit aussi favorable que possible au regard de nos industries. Il faut concilier ces deux idées, mais comment? Est-ce en excluant par un texte brutal tous les étrangers qui se présenteraient à l'adjudication? M. Herriot lui-même veut bien reconnaître que les auteurs de l'amendement qui avait été présenté à la Chambre sont allés trop loin dans cette voie. Mais, enfin, à la Chambre, le débat a été posé sur un terrain restreint et je n'ai pas eu de peine à montrer que si l'amendement était adopté on arriverait à rendre dérisoire, dans beaucoup de cas, le produit des adjudications. J'ai ensuite mentionné qu'une mesure de ce genre ne serait pas sans provoquer des représailles économiques. Je n'ai pas lu à la Chambre une lettre de M. le ministre des affaires étrangères dont je puis donner maintenant connaissance au Sénat. Elle a veilli de quelques semaines, mais sa portée n'en reste pas moins décisive.

Voici ce que m'écrivait, au sujet de l'amendement en question, et à la veille du débat qui allait s'ouvrir à la Chambre, mon collègue du Gouvernement :

« Vous avez bien voulu m'exprimer le désir de connaître mon sentiment sur l'amendement proposé par MM. Haudos et Jean Peyrot au projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre. J'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis, en ce qui me concerne, opposé à l'adoption de cet amendement.

« Il serait en contradiction absolue avec la thèse soutenue par la France à la conférence de la paix, d'après laquelle les liquidations des biens ennemis sont, non pas une mesure de guerre économique, mais un moyen pratique d'amener nos ennemis à payer ce qu'ils nous doivent. Partant de ce principe, nous devons faire produire dans l'intérêt général français le plus possible à ces liquidations, ce qui ne peut être obtenu que par la plus large concurrence. Sans doute, dans un intérêt de défense nationale, le Gouvernement devra pouvoir exclure certains étrangers ou même tous les étrangers de l'adjudication d'affaires particulières (mines, affaires d'Alsace-Lorraine), mais il me semblerait tout à fait regrettable d'admettre l'exclusion totale des étrangers de toutes les adjudications.

« J'ajoute, d'ailleurs, que l'exclusion de nos alliés, en dehors du caractère désobligeant que prendrait cette mesure, aurait, pour nos intérêts à l'étranger, des conséquences désastreuses et justifierait des représailles déplorables.

« Les traités notamment que nous préparons avec les puissances cessionnaires de territoires prévoient que, dans ces pays, tous les alliés pourront, comme les nationaux, concourir à l'achat des biens ennemis liquidés. »

M. Herriot. Je suis tout à fait touché, monsieur le ministre, de la lecture de cette lettre et de voir à quel point l'opinion de deux ministres concorde spontanément! Mais je fais remarquer que la réponse de M. le ministre des affaires étrangères ne va pas à l'encontre de la thèse qu'ici j'ai soutenue.

M. Hervey. Pas du tout.

M. Herriot. Et enfin, permettez-moi d'ajouter qu'il est toujours question des alliés, alors que je pense surtout aux

neutres. C'est un genre qui existe malheureusement non seulement dans certaines grammaires, mais aussi dans la politique. La lettre de M. le ministre des affaires étrangères ne dissipe pas mon inquiétude.

M. Dominique Delahaye. Vous avez raison, on ne parle de représailles que de la part des alliés !

M. Herriot. Quoi qu'on fasse, nous avons bien des chances d'être déçus.

M. le garde des sceaux. Les dernières paroles de M. Herriot m'amènent à un argument que je voulais présenter au Sénat. Quoi qu'on fasse, vient de nous dire M. Herriot, il sera très difficile d'empêcher que, sous le couvert de certains prête-noms, des industriels appartenant à des pays ennemis ou apportant des capitaux ennemis, n'arrivent à s'immiscer dans telle ou telle affaire française.

Nous le savons très bien, et il serait un peu puéril — permettez-moi cette expression — de penser qu'un texte puisse nous mettre formellement, catégoriquement, à l'abri du danger.

M. Herriot. La mort ne justifie pas le suicide. Nous mourrons tous, ce n'est pas une raison pour nous tuer.

M. le garde des sceaux. Je pourrais, au besoin, citer l'exemple de telle société, notoirement allemande, qui a été placée sous séquestre au début de la guerre, et contre laquelle toute une procédure a été suivie. Finalement, malgré nos investigations, nous n'avons pas pu arriver à démontrer qu'elle fût allemande, à ce point — ce n'est pas une hypothèse quelconque que je fais, je parle d'une espèce que je connais parfaitement — que certaines mesures qui avaient été prises pendant la guerre, et qui paraissaient justifiées, ont dû être rapportées parce que, précisément, au point de vue de la preuve, on se trouvait en présence du néant.

Je retiendrai simplement de cet épisode la difficulté considérable de la preuve en pareille matière. Au cas où on introduirait dans la loi des mesures, des textes précis interdisant à tout autre qu'à un Français de se porter adjudicataire, on risquerait de se trouver devant un syndicat plus ou moins déguisé qui, sous le prétexte d'un Français, pourrait très bien réunir des capitaux allemands, autrichiens ou neutres.

Par conséquent, dans cette impossibilité où nous étions, durant une période qui n'est plus, tout de même, une période de guerre — il faut bien en convenir — de faire un texte qui barrât absolument la route à de pareils inconvénients ou à de pareils dangers, nous avons pris la meilleure des précautions, qui répond absolument aux préoccupations de l'honorable M. Herriot : nous avons fait une loi souple et qui prévoit que, sur la requête du ministère public, une ordonnance sera rendue par le président, autorisant la liquidation. Puis, dès que cette liquidation portera sur une affaire d'une importance relativement peu élevée, 100,000 fr. de valeurs brutes, par exemple, une commission consultative devra nécessairement être appelée à donner son avis et à formuler toutes les conditions — sans autrement préciser — dans lesquelles devront se faire les enchères.

Par conséquent, vous vous apercevez tout de suite combien cette législation souple et élastique permettra de rentrer dans le cadre du programme que j'esquissais tout à l'heure : faire rendre aux liquidations le maximum d'effet utile et en même temps protéger aussi le plus possible les industries françaises. Ce programme rentre aussi

dans le cadre des préoccupations de l'honorable M. Herriot.

Nous sommes donc tout à fait d'accord. C'est la commission consultative qui établira le cahier des charges et, toutes les fois que, pour une raison quelconque — je ne veux même pas faire d'espèce — elle le jugera utile dans l'intérêt national, elle introduira dans ce cahier des charges les prescriptions, les règles, les conditions qui seront de nature à exclure telle ou telle catégorie d'adjudicataires. Vous ne pouvez pas demander davantage. Tout le monde est faillible. Il est bien certain que la commission pourra ne pas tout voir, ne pas tout connaître, et que sa bonne foi, dans certains cas, pourra être surprise ; mais vous admettez qu'avec un texte aussi large, on aura pris le maximum de précautions. Cela vaut mieux que d'édicter d'une façon rigoureuse que seuls, les Français pourront être admis aux adjudications.

Il ne serait pas difficile, en effet, à nos anciens ennemis, de trouver — on ne peut pas dire de mauvais Français, car après la ratification du traité de paix, le commerce avec nos ennemis pourra être repris — de trouver, dis-je, des Français qui prêteraient leur signature pour se porter adjudicataires.

Je dis les choses comme elles sont. Toutes ces hypothèses ont été envisagées par le Gouvernement d'une façon très approfondie. Ce ne sont pas seulement le garde des sceaux et le ministre des affaires étrangères qui en ont délibéré, mais aussi leur collègue du commerce, que j'ai eu le regret de voir partir avant la fin de ce débat, car il aurait pu vous dire avec quel soin son département a étudié cette question. Gardien des affaires commerciales et industrielles de ce pays, il a en effet senti la nécessité de nous assurer le moyen de reprendre toutes les affaires aujourd'hui sous séquestre, et il a abouti à cette conclusion qu'il n'y avait pas, en droit comme en fait, d'autre précaution à prendre que celle de l'institution de cette commission armée de pleins pouvoirs pour insérer dans les cahiers des charges, des prescriptions tantôt rigoureuses, tantôt allant jusqu'à l'exclusion.

Je crois avoir démontré d'une façon suffisante, d'une part, que le texte est souple, et que, d'autre part, les préoccupations de l'honorable M. Herriot reçoivent amplement satisfaction.

J'apporte ici des déclarations qui répondent à cette idée, je ne crois pas qu'il y ait lieu d'insister davantage. Si l'honorable sénateur le désire, lorsque nous arriverons au texte qui vise la question, je suis tout prêt à lui fournir, le cas échéant, toutes explications complémentaires. Je crois, pour l'instant, avoir fait la démonstration que j'avais à faire ; il ne me reste plus qu'à prier à nouveau le Sénat, étant donné la date à laquelle nous sommes, de vouloir bien, comme de coutume, prêter au Gouvernement son utile concours, et lui donner l'instrument dont il a besoin pour commencer cette réalisation des biens allemands qui sera le premier acte des réparations qui nous sont dues (*Applaudissements.*)

M. Herriot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Herriot.

M. Herriot. Messieurs, je suis très heureux d'avoir pu provoquer les explications de M. le garde des sceaux, qui donnent satisfaction au désir que j'avais exprimé. M. le garde des sceaux a bien compris quel était mon sentiment : je vise surtout, je tiens à le dire, le cas où la possession par la France d'une industrie serait nécessaire à l'équilibre industriel d'une région ou du pays. Les compétitions de personnes n'ont

pour nous aucun intérêt ; mais, dès que l'intérêt devient général, il doit être protégé. Or, M. le ministre a prononcé une phrase que je veux retenir et, si nous sommes bien d'accord sur ses termes, j'aurai toute satisfaction. M. le ministre a dit : « Il faut protéger au maximum l'intérêt français ».

S'il est bien entendu que les commissions consultatives recevront des instructions conformes à cette déclaration si satisfaisante, je n'ai plus qu'à remercier M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. M. Herriot peut avoir à cet égard la certitude la plus complète. Mes paroles prennent leur poids des fonctions dont je suis chargé. En outre, les déclarations que je viens de faire devant le Sénat ont déjà été produites devant l'autre Assemblée.

M. Herriot. A propos d'un texte légèrement différent.

M. le garde des sceaux. L'esprit était le même. Les circonstances qui les ont provoquées n'étaient pas identiques, mais le Gouvernement a affirmé sa volonté, d'une part, de ne rien négliger pour que la liquidation rapporte au Trésor le maximum et, d'autre part, de veiller à ce que cette liquidation soit menée de telle sorte qu'elle rende un maximum d'effet utile pour nos industries. (*Très bien ! très bien !*)

M. Henry Boucher. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Boucher.

M. Henry Boucher. Messieurs, je regrette, comme M. le garde des sceaux, l'absence de M. le ministre du commerce. Sa présence eût été très utile dans cette circonstance.

M. le garde des sceaux. Il est retenu à la Chambre des députés.

M. Henry Boucher. M. le ministre du commerce, si je suis bien informé, a, pour ainsi dire, appliqué à l'avance la loi pour un certain nombre des établissements dont nous régions aujourd'hui le sort ; il semble en avoir assuré la répartition équitable entre des groupements qui doivent concourir à l'œuvre qu'il indiquait tout à l'heure : la conquête pour la France des grandes industries chimiques.

M. le rapporteur. Il est impossible qu'il ait rien fait avant le vote de la loi.

M. Henry Boucher. Mais peut-être aussi les négociations qu'il a conduites étaient-elles une sorte de prévision de la loi, que confirme l'attitude du Gouvernement dans la discussion de ce projet de loi. J'aurais été bien aise d'entendre M. le ministre du commerce à cet égard, parce que ses renseignements seraient précieux, au moins pour les différentes négociations entamées par lui.

Il est, en tous les cas, une question, que je voudrais poser à M. le garde des sceaux. Le Gouvernement s'est réservé le droit de préemption, et je l'en approuve, avec obligation de rendre et de livrer à l'adjudication les biens qu'il aurait ainsi provisoirement acquis, à moins qu'il ne les garde pour son propre usage ou qu'il n'en dispose en faveur d'institutions publiques qui sont énumérées par la loi elle-même. Mais, à supposer qu'il en dispose dans un intérêt national et dans un intérêt industriel supérieur, peut-il en disposer par l'abandon,

même de la chose sur laquelle s'est exercé son droit de préemption? Alors ce serait la négation même du principe qui est posé dans l'article 2, c'est-à-dire l'obligation de l'adjudication. Il y a là, par conséquent, une sorte d'antinomie, une contradiction interne dans ce droit de préemption, à moins que l'Etat français ne se transforme lui-même en industriel et n'exploite lui-même les industries dont il serait devenu maître par préemption, ce qui semble assez invraisemblable.

M. Hervey. Il peut les faire gérer.

M. Henry Boucher. S'il les fait gérer, les fera-t-il gérer pour son compte ou les fera-t-il gérer par les procédés ordinaires que l'on emploie, c'est-à-dire sous la forme de régie? Cela semble bien extraordinaire.

M. le vice-président de la commission. L'article 2 répond très nettement à la question dans son dernier paragraphe.

M. le rapporteur. Si vous voulez attendre l'article 2, vous verrez tout à l'heure qu'il y a une raison décisive.

M. le vice-président de la commission. Ou l'Etat conserve le bien pour son usage, ou il le rétrocède.

M. Henry Boucher. Nous en sommes à la discussion générale. C'est pour cela que je me permets de demander à l'avance des explications qui ont une portée générale. Le dernier paragraphe est celui-ci :

« Si l'Etat ne conserve pas, pour son usage, les biens dont s'agit, ou ne les rétrocède pas, par voie amiable, aux départements, communes ou autres établissements publics, lesdits biens pourront être vendus aux enchères dans les conditions ordinaires des ventes des domaines. »

M. le rapporteur. Il y a une erreur d'impression. Au lieu de « pourront », il faut lire « seront ».

M. Henry Boucher. Vous voyez que ma question n'était pas inutile.

M. le rapporteur. Dans le texte du projet qui a été imprimé au Sénat il y a une erreur. Il ne peut pas y avoir de doute, c'est le mot « seront » qui a été voté par la Chambre, et c'est ce mot que nous demanderons au Sénat de voter.

M. Henry Boucher. C'est alors la négation de l'utilité que pourrait avoir la préemption de l'Etat.

M. Henry Chéron. Si je comprends bien, il y a trois cas : ou bien l'Etat conserve pour son usage, ou bien il rétrocède sans frais et à l'amiable à des collectivités limitativement énumérées, départements, communes, ou autres établissements publics, ou bien alors les biens sont vendus aux enchères dans les conditions ordinaires de vente des domaines. Je ne vois pas autre chose dans le texte : il n'y a que ces trois catégories.

M. le garde des sceaux. C'est bien cela.

M. Hervey. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Hervey.

M. Hervey. Je voudrais adresser une simple question à M. le ministre ou à M. le rapporteur. J'ai vu la liaison — que M. le rapporteur a fait très bien apprécier — entre les dispositions de la loi et le traité de paix avec l'Allemagne. Mais les mêmes conditions seront-elles introduites dans tous les traités de paix pour tous les autres ennemis?

C'est ce qui, jusqu'à présent, n'apparaît pas, nous ne le savons pas encore, puisque les autres traités ne nous ont pas été communiqués. Je suppose, en tous cas — c'est

la simple affirmation que je désire obtenir — que les mêmes dispositions seront insérées dans les traités de paix avec l'Autriche, la Bulgarie, etc.

M. le garde des sceaux. Dans le texte qui est soumis au Parlement, nous avons été naturellement inspirés par le traité conclu avec l'Allemagne. Mais, de toute évidence, ses dispositions s'appliqueront de plein droit aux biens séquestrés des autres puissances ennemies avec lesquels nous sommes appelés à conclure prochainement des accords analogues.

Je ne voudrais pas, messieurs, ne pas répondre d'un mot à ce qu'indiquait tout à l'heure l'honorable M. Boucher. M. Chéron a précisé, dans une formule lumineuse, les trois hypothèses qui peuvent être envisagées, aux termes très clairs de l'article 2. Je n'y reviens pas, mais je me demande si une petite confusion ne s'est pas faite, au moins pour un instant, dans l'esprit de M. Boucher.

M. Herriot avait parlé tout à l'heure des garanties à accorder aux industriels pour qu'ils ne soient pas placés en face d'une concurrence ennemie désastreuse, et je lui ai répondu, spécialement sur ce point, que ces garanties se trouvaient dans le droit, accordé à la commission consultative, de rédiger comme elle l'entendrait le cahier des charges.

M. Herriot. Pas comme elle l'entendrait!

M. le garde des sceaux. Sur les instructions de la chancellerie, naturellement; mais je ne voudrais pas être obligé de revenir sur les détails. Nous sommes tombés d'accord.

Je pense donc que, au point de vue indiqué par M. Herriot, il ne pouvait pas être question d'autre garantie que de celle-là. Mais je me demande si l'honorable M. Boucher n'a pas songé à trouver, comme M. Herriot, c'est-à-dire au point de vue des industriels français entendant être défendus contre la concurrence ennemie, une autre protection dans le droit de préemption prévu à l'article 2. Si telle avait été sa pensée, je me permettrais de lui faire remarquer que la simple lecture de l'article 2 ne me donne pas la possibilité de le suivre sur ce terrain.

Il y a deux choses distinctes : il y a, d'abord, la protection de nos industries. Nous nous sommes expliqués sur ce point. Quant au droit de préemption, c'est une autre question.

Le droit de préemption est exercé par l'Etat lorsque celui-ci veut, par exemple, racheter une mine pour l'exploiter directement; le cas se présentera certainement en Alsace-Lorraine. L'Etat exerce alors un droit de préemption et conserve la mine pour lui.

Il peut aussi exercer son droit de préemption lorsqu'il s'agit d'un bâtiment n'ayant pas de destination industrielle bien marquée, mais pouvant être utilisé par une ville, une commune quelconque, qui s'en servirait pour en faire une école ou un hôpital. L'Etat exerce alors son droit de préemption et rétrocède le bâtiment à la commune ou au département. Nous sommes bien d'accord?

M. Henry Boucher. Nous avons toujours été d'accord sur ce point : les deux opérations sont deux exceptions au droit commun que, dans mon esprit, j'ai toujours distinguées. Si je vous ai fait une observation relative à la portée de la préemption, elle n'avait aucune corrélation avec les promesses faites par vous quant au rôle de la commission consultative. Mais je considère que ce rôle est, d'avance, extrêmement restreint par les conditions limitatives prescrites par les articles 1^{er} et 2, surtout

par la substitution du mot « seront » au mot « pourront ».

Le motif principal pour lequel je vous ai fait cette observation était d'ordre général. Considérer que l'Etat ne pouvait utilement exercer son droit de préemption que dans le cas où ultérieurement il exploiterait les industries en question, c'était agrandir encore le champ de l'exploitation directe par l'Etat, c'était élargir encore le rôle de l'Etat industriel, et c'est ce que je redoute quelque peu, je ne vous le dissimule pas.

Que l'Etat, en matière de mines, par exemple, se rende adjudicataire et exerce son droit de préemption, en vue d'exploiter lui-même, cela peut être très grave, parce que cela l'incite, précisément, à être exploitant de ces mines. Je ne vois pas trop que le droit de rétrocession soit inscrit dans votre article 3, de sorte que je reste assez inquiet et je maintiens les réserves que j'ai émises tout à l'heure, en distinguant d'ailleurs parfaitement le droit de rédaction du cahier des charges et le droit de préemption que vous avez réservé à l'Etat.

M. Hervey. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Hervey.

M. Hervey. Je remercie M. le ministre de la réponse qu'il m'a faite, mais je voudrais qu'il fût bien entendu que, dans les articles qu'on a très probablement l'intention d'introduire dans les traités que nous concluons avec les autres puissances, la réciprocité de l'accord que nous faisons en ce moment-ci sera stipulée. Les autres puissances accorderont-elles, pour la liquidation des biens en Turquie, en Bulgarie, par exemple, les mêmes conditions que nous leur concédons en ce moment-ci? J'attire l'attention du Gouvernement sur ce point.

M. Herriot. C'est une question à étudier.

M. Dominique Delahaye. Ah! Ils n'y ont pas pensé!

M. le président. S'il n'y a pas d'autre observation dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — La liquidation des biens, droits et intérêts de toute nature qui sont ou seront l'objet d'une mesure de séquestre de guerre est autorisée par ordonnance du président du tribunal du lieu de la séquestration, à compter du jour de la mise en vigueur du traité de paix mettant fin à l'état de guerre entre la France et les pays dont ressortissent les personnes à l'égard desquelles la mesure de séquestre est intervenue. L'ordonnance autorisant la liquidation est rendue sur requête du ministère public, après avis de la commission consultative instituée par l'article suivant et dans les conditions prévues audit article. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — L'ordonnance autorisant la liquidation précise les pouvoirs du liquidateur; elle détermine les conditions dans lesquelles l'opération sera effectuée. Lorsque l'évaluation des biens, d'après l'inventaire de prise en charge, fait ressortir un actif brut égal ou supérieur à 100,000 fr., les conditions de la liquidation ne sont fixées qu'après avis d'une commission consultative, instituée à cet effet sous l'autorité du garde des sceaux, et fixation

par elle d'un prix minimum de mise en vente.

« Dans les quinze jours qui suivront l'ordonnance du président, l'Etat pourra revendiquer la préemption au prix minimum fixé par la commission. L'administration des domaines, qui exercera au compte de l'Etat le droit de préemption, aura la faculté de rétrocéder sans frais et à l'amiable aux départements, communes ou autres établissements publics les biens par elle acquis.

« Si l'Etat ne conserve pas, pour son usage, les biens dont il s'agit, ou ne les rétrocède pas, par voie amiable, aux départements, communes ou autres établissements publics, lesdits biens seront vendus aux enchères dans les conditions ordinaires des ventes des domaines. »

M. Bodinier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bodinier.

M. Bodinier. Quelle situation sera faite à une société par actions dans laquelle la presque totalité des titres serait entre les mains des Allemands ? Quelle serait-elle, d'autre part, si une petite quantité seulement des actions étant aux mains des Allemands ?

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Notre honorable collègue, M. Bodinier, me pose une double question relativement aux sociétés par actions dans lesquelles des ressortissants de pays ennemis auraient une proportion d'intérêts plus ou moins considérable.

Evidemment, ce sera avant tout une question de fait. Mais, pour répondre d'une façon précise à des questions qui, elles-mêmes, étaient précises, je crois possible de donner la double solution qui suit.

S'il s'agit d'une société par actions dans laquelle le ressortissant ennemi n'a que des intérêts extrêmement minimes, dont il ne possède que quelques actions, par exemple, il suffira de liquider les actions par lui possédées. S'il s'agit, au contraire, d'une société où la presque totalité des actions est possédée par des ressortissants ennemis, il n'y a, à mon point de vue, qu'une formule : la dissolution de la société précédant la liquidation.

Je crois que cette double réponse est commandée par des principes de droit absolu incontestables et dont il ne faut jamais s'écarter, surtout en pareille matière.

M. Bodinier. Est-ce l'avis de M. le garde des sceaux ?

M. le garde des sceaux. Oui. J'ai répondu dans le même sens à un membre de la Chambre des députés qui m'avait posé la même question.

M. Bodinier. Je remercie M. le ministre et M. le rapporteur de leurs explications.

M. le rapporteur. Je demande à M. le garde des sceaux de bien vouloir répondre à la question suivante :

Il existe, dans la loi du 19 avril 1918, relative au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés, un article 13 ainsi conçu :

« Les réfugiés et rapatriés en faveur desquels l'Etat aura réquisitionné des immeubles, meubles, ou fourni des meubles, devront, lors de la remise qui leur sera faite de ces objets, signer un inventaire estimatif avec indication du prix. Ils deviendront responsables des objets qui leur seront confiés.

« Tout réfugié ou rapatrié pourra, s'il le désire, devenir immédiatement proprié-

taire, au prix fixé par l'inventaire, des meubles et objets visés à l'article précédent.

« Le montant de ces objets sera considéré comme une avance éventuelle à imputer sur les indemnités auxquelles les bénéficiaires pourront avoir droit. »

La question que j'ai l'honneur de poser concerne le cas où ce réfugié a été mis en possession de meubles appartenant à des ressortissants ennemis et dont il entend, suivant l'alinéa 2 de l'article 13, devenir acquéreur. M. le garde des sceaux considère-t-il que cet alinéa peut être mis en échec par l'application de la loi en discussion ?

M. le garde des sceaux, Messieurs, la question est nettement posée : il s'agit de l'application de la loi d'avril 1918 en ce qui concerne le logement des réfugiés. L'hypothèse de l'honorable rapporteur est celle de réfugiés placés dans un appartement loué à un ennemi, et pour les avantages desquels l'administration a réquisitionné tout ou partie des meubles appartenant à cet ennemi.

M. Poulle me demande si, dans l'esprit du Gouvernement, le texte de la loi de 1918 peut être mis en échec par la nouvelle disposition que vous êtes appelés à voter.

Je n'hésite pas à répondre à la question ainsi posée, que le texte nouveau ne peut, en aucun façon, modifier l'état de choses résultant de la loi précitée. Je ne vois pas comment on pourrait empêcher les réfugiés, au profit desquels les meubles ont été réquisitionnés — c'est bien la condition — dans l'appartement d'un sujet ennemi, de bénéficier de la mesure très sage, très juste, inscrite dans la loi en question. Je n'aperçois, pour ma part, aucune contradiction entre cette loi et la loi nouvelle.

M. le rapporteur. Je vous remercie, monsieur le garde des sceaux.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?

Je mets aux voix l'article 2.
(L'article 2 est adopté.)

M. le président. « Art. 3. — Un décret, rendu sur la proposition du garde des sceaux, déterminera toutes les mesures propres à assurer l'exécution de la présente loi.

« Il fixera notamment les conditions d'organisation et de fonctionnement de la commission consultative, qui sera chargée de donner un avis sur les mesures particulières à adopter en vue de l'administration ou de la réalisation des biens liquidés et de suivre les opérations de liquidation.

« Cette commission sera composée d'un sénateur et de deux députés désignés respectivement par les Assemblées auxquelles ils appartiennent, du directeur des affaires civiles au ministère de la justice, du directeur général de l'enregistrement et des domaines, d'un directeur au ministère des affaires étrangères, d'un directeur au ministère du commerce, d'un inspecteur des finances et de deux membres représentant les groupements patronaux et ouvriers, et désignés par le ministre du commerce et le ministre du travail.

« Elle présentera annuellement un rapport sur les opérations de liquidations, rapport qui sera adressé au chef de l'Etat et aux deux Chambres. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Les réfugiés auxquels a été régulièrement attribué l'usage de locaux séquestrés y seront maintenus pendant un délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Les sommes provenant des liquidations sont attribuées à l'Etat, en vue de l'affectation qui leur sera donnée par les traités de paix. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Le préjudice subi du fait de la liquidation par le personnel français des établissements séquestrés donne droit à indemnité.

« En cas de désaccord sur le montant de l'indemnité entre les administrateurs ou liquidateurs et les ayants droit, le tribunal du lieu de la liquidation statue en dernier ressort sur mémoires. »

M. Herriot a présenté à cet article l'amendement suivant :

« A la suite du premier alinéa de cet article, ajouter les dispositions suivantes :

« Le montant de l'indemnité sera établi, au moment de la liquidation, pour tous les établissements séquestrés, par les administrateurs séquestres ou liquidateurs, en tenant compte de l'ancienneté des intéressés.

« Il en sera de même pour les pensions de retraites qui étaient allouées par certains établissements à leur personnel.

« La pension ou le capital constitutif seront calculés proportionnellement comme si les intéressés étaient devenus invalides au moment de la liquidation. »

La parole est à M. Herriot.

M. Herriot. Je n'ai pas l'intention de développer longuement mon amendement ; je déclare même, dès maintenant, n'avoir qu'un désir, celui de le retirer, si je suis d'accord avec M. le garde des sceaux sur l'interprétation de l'article 6.

Il est indispensable que les droits des intéressés, ainsi que le préjudice par eux subi, soient nettement déterminés avant la liquidation des établissements séquestrés, qu'il y ait ou non continuité.

Je désire qu'au moment même de la liquidation, le montant de l'indemnité soit établi par les administrateurs séquestres ou les liquidateurs ; je demande également — et ceci vous paraîtra de toute justice — que les pensions et retraites, qui étaient allouées par certains de ces établissements à leur personnel, soient réglées avant la liquidation. Il est indispensable que ces pensions, ou leur capital constitutif, soient calculés proportionnellement comme si les intéressés étaient devenus invalides au moment d'une liquidation qui n'est pas de leur fait.

Ce sont là des mesures de justice ; mais pour éviter qu'au moment où l'affaire va être reprise par d'autres le personnel ne soit oublié, je vous prie de bien vouloir ou introduire ces précisions dans la loi ou, tout au moins, demander avec moi à M. le garde des sceaux qu'il se déclare pleinement d'accord avec nous. (*Très bien ! très bien !*)

M. le garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Messieurs, je répète volontiers les explications que j'ai été appelé à fournir à la Chambre sur un amendement conçu dans des termes analogues à celui de l'honorable M. Herriot.

Nous avons inscrit dans l'article 6 une disposition de caractère général. D'abord le droit : le Français, employé dans un établissement allemand placé sous séquestre, ne peut souffrir un préjudice du fait de la mise en liquidation de cet établissement. Après le droit, la procédure : s'il n'y a pas accord entre l'administrateur-séquestre et l'ouvrier français, on va devant le tribunal, qui statue.

Ce principe me paraît suffisamment large...

M. Herriot. Trop large, hélas !

M. le garde des sceaux. ...pour que tous les cas puissent être utilement appr-

ciés. L'honorable M. Herriot, dans son amendement, vise des espèces particulières,...

M. Herriot. Non.

M. le garde des sceaux. ... des éléments particuliers de préjudice. L'alinéa 1^{er} de son amendement porte qu'il faudra tenir compte de l'ancienneté des services. C'est bien là un des éléments du préjudice. Plus l'employé français sera resté longtemps en service dans un établissement allemand, plus son droit à indemnité sera élevé.

Dans son second alinéa, l'amendement de M. Herriot porte qu'il devra être tenu compte des pensions. C'est entendu. Il y avait une caisse de retraites dans l'établissement en question; au jour de la mise en liquidation, la caisse des retraites peut ne plus fonctionner. C'est là une hypothèse que j'envisage, je crois qu'elle ne se réalisera pas, elle peut cependant se présenter. Qu'arrivera-t-il dans ce cas? Le tribunal, appelé à dire le droit, tiendra compte de cet élément de préjudice dans son calcul.

Nous sommes donc, en réalité, absolument d'accord, et j'insiste auprès de M. Herriot pour le retrait de l'amendement qu'il a bien voulu, par avance, promettre. Il peut être certain que les cas très intéressants qu'il a visés recevront une satisfaction complète devant les tribunaux. Ceux-ci ne pourront que s'inspirer de la volonté du législateur et elle est nettement manifestée dans le texte. (*Très bien!*)

M. Herriot. Vos explications me donnent toute satisfaction, monsieur le ministre, mais je tiens à faire observer que je ne vise aucun cas particulier. Ce que je demande, c'est que la loi stipule que l'indemnité sera fixée par les administrateurs séquestres ou liquidateurs avant la liquidation. Je ne veux pas, en d'autres termes, qu'il y ait d'abord une liquidation et que le personnel ancien soit ensuite obligé de discuter sa situation avec le nouveau directeur.

M. le vice-président de la commission. Le texte dit le contraire : le règlement des indemnités sera un élément des opérations de liquidation.

M. Herriot. Il faut que cela soit bien entendu.

M. le garde des sceaux. Nous sommes entièrement d'accord.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission tient à s'associer aux observations très justes présentées par M. le garde des sceaux : ce sont tous les éléments du préjudice qui devront être réparés avant la clôture de la liquidation.

Je fais observer, d'autre part, à l'honorable auteur de l'amendement, qu'il y aurait un grave inconvénient à procéder par énumération, car cette énumération pourrait être incomplète et serait considérée comme limitative. En voulant sauvegarder des intérêts légitimes, il irait ainsi à l'encontre même du but qu'il poursuit. (*Adhésion.*)

Sous le bénéfice des explications échangées, je demande à notre honorable collègue de bien vouloir retirer son amendement, le texte lui donnant toute satisfaction. (*Très bien!*)

M. Herriot. Puisque j'ai toute satisfaction, je ne demande plus rien et je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

S'il n'y a pas d'autre observation, je consulte le Sénat sur l'article 6. (L'article 6 est adopté.)

M. le président. « Art. 7. — La liquidation terminée, les administrateurs séquestres ou liquidateurs recevront quitus et décharge de leurs fonctions par décision du tribunal civil, siégeant en chambre du conseil, le ministère public entendu. » — (Adopté.)

« Art. 8. — Restent à la charge du Trésor et sont imputés sur les crédits des frais de justice les frais de séquestre mis sur les biens des Alsaciens-Lorrains d'origine française, à l'exception de toutes dépenses utiles ou nécessaires à la gestion des biens séquestrés. » — (Adopté.)

« Art. 9. — La présente loi est applicable aux biens, droits et intérêts visés par l'article 1^{er}, existant en France, en Algérie, dans les colonies et pays de protectorat. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

11. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 18 septembre 1919.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 17 septembre 1919, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 14 juillet 1913, relative à l'assistance aux familles nombreuses.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

S'il n'y a pas d'opposition, la proposition de loi est renvoyée à la commission, nommée le 12 novembre 1912, relative au logement et à l'assistance des familles nombreuses et aux habitations à bon marché. (*Assentiment.*)

Elle sera imprimée et distribuée.

12. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Louis Nail, ministre de la justice. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre de la guerre, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant déclassement de la place de Longwy.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission de l'armée.

Il sera imprimé et distribué.

M. le garde des sceaux. J'ai l'honneur de déposer également sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier provisoirement les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'Etat à la voie

ferrée d'intérêt local de Neuilly-en-Sancerre à Vierzon, par Henrichemont (Cher).

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des chemins de fer.

Il sera imprimé et distribué.

13. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions.

J'ai également l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à attribuer au ministère de l'intérieur le service des réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

J'ai l'honneur, enfin, de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord.

M. le président. Les rapports seront imprimés et distribués.

14. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici, messieurs, quel pourrait être l'ordre du jour de notre prochaine réunion :

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'institution de syndicats obligatoires pour la défense contre les sauterelles en Algérie ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'accorder certaines immunités fiscales aux sociétés civiles de mines dont l'exploitation est située dans les régions envahies ou dévastées par l'ennemi et qui désireraient se transformer en sociétés anonymes.

Quel jour le Sénat entend-il tenir sa prochaine séance publique ?

Voix nombreuses. Mardi.

M. le président. En conséquence, et s'il n'y a pas d'opposition, le Sénat se réunira en séance publique, le mardi 23 septembre, à seize heures, avec l'ordre du jour que je viens d'indiquer. (*Assentiment.*)

Personne ne demande la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures cinquante-cinq minutes.)

Le Chef du service
de la sténographie du Sénat,
E. GUÉNIN.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

2876. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 septembre 1919, par **M. Milan**, sénateur, demandant à **M. le ministre des finances** pourquoi le département de la Savoie est complètement dépourvu d'allumettes et quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation très pénible pour la population.

2877. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 septembre 1919, par **M. Albert Gérard**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si les jeunes gens, classe 1919 (étudiants), n'ayant pas fait leur demande de sursis lors de leur conseil de revision mais l'ayant adressée depuis l'armistice, doivent se considérer comme déchu de leur droit au sursis ou si une décision interviendra en leur faveur et laquelle.

2878. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 18 septembre 1919, par **M. Joseph Loubet**, sénateur, demandant à **M. le ministre des finances** si un fonctionnaire mobilisé comme officier et démobilisé le 31 juillet, dont la solde militaire a été inférieure à ses émoluments civils y compris les avances exceptionnelles de 457 fr. 50, a droit à la première avance de 500 fr., et, dans la négative, s'il ne serait pas équitable de lui faire percevoir la différence provenant des avances exceptionnelles entre sa solde militaire et ses émoluments civils.

2879. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 18 septembre 1919, par **M. Vilar**, sénateur, demandant à **M. le ministre des finances**: 1° quels ont été les bénéficiaires des autorisations d'importation: a) pour les vins ordinaires d'Espagne; b) pour les vins de liqueur (mistelles); 2° quels sont les négociants qui ont importé des mistelles et quelle est la quantité importée par chacun d'eux: a) sous le régime des autorisations d'importation; b) sous le régime du décret du 20 janvier 1919.

2880. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 18 septembre 1919, par **M. Vilar**, sénateur, demandant à **M. le ministre des finances**: 1° combien d'hectolitres de vins de liqueur (mistelles) ont été importés, depuis le 1^{er} mai 1918, sous le régime des licences d'importation; 2° combien d'hectolitres de ce vin ont été importés, depuis le 20 janvier 1919, sous le régime du décret qui porte cette date; 3° qu'elles sont les quantités importées respectivement par les douanes de C..., C... et P... et quel est le chiffre total des importations de vins de liqueur (mistelles).

2881. — Question écrite, remise la présidence du Sénat, le 18 septembre 1919, par **M. Goy**, sénateur, demandant à **M. le ministre des finances** si un soldat détaché agricole, qui doit fournir cinq jours de travail par semaine au prix taxé par le Gouvernement, est redevable de la taxe militaire alors que les ouvriers des usines auxquels sont assimilés les travailleurs de la terre en sont exonérés.

2882. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 18 septembre 1919, par **M. Guillaume Chastenot**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre**: 1° pourquelles chefs de gares de M..., B..., C..., S... ont encore l'uniforme allemand; 2° pourquoi à M..., les noms de rues sont encore en allemand et n'ont pas été remplacés par des noms français ou pourquoi, tout au moins, la traduction française n'y figure pas; 3° pourquoi dans les wagons et sur les wagons les pancartes sont toutes en allemand.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

2769. — **M. Gaudin de Villaine**, sénateur, demande à **M. le ministre de la marine** dans quelles conditions un médecin auxiliaire de la marine, candidat au concours de Lyon d'août 1919, passerait-il dans l'armée en cas d'admission définitive. (Question du 3 juillet 1919.)

Réponse. — Cet étudiant pourrait solliciter son affectation à l'armée de terre avec le grade de médecin auxiliaire et bénéficier de la situation faite, à titre définitif ou temporaire, aux étudiants possédant son degré de scolarité.

2843. — **M. Gaudin de Villaine**, sénateur, demande à **M. le ministre des finances** de quelle façon il compte établir, entre les personnels civils qui ont reçu une avance de traitement de 700 fr. et les personnels militaires qui ne l'ont pas reçue, une balance équitable, ainsi qu'il l'a annoncé au cours de la séance du Sénat du 24 juillet dernier. (Question du 7 août 1919.)

Réponse. — Par mesure de compensation, il est accordé aux personnels militaires une prorogation spéciale des délais d'attribution de l'indemnité exceptionnelle du temps de guerre instituée le 14 novembre 1918 (art. 4 du décret du 25 août 1919, relatif aux allocations temporaires en supplément de solde, Journal officiel du 27 août 1919, page 9174).

2864. — **M. le ministre de la guerre** fait connaître à **M. le président du Sénat** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 9 septembre 1919, par **M. Charles Dupuy**, sénateur.

2866. — **M. le ministre de la guerre** fait connaître à **M. le président du Sénat** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 9 septembre 1919, par **M. Gaudin de Villaine**, sénateur.

2869. — **M. le ministre des travaux publics et des transports** fait connaître à **M. le président du Sénat** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 11 septembre 1919, par **M. Boivin-Champeaux**, sénateur.

Annexes au procès-verbal de la séance du 18 septembre.

SCRUTIN (N° 73)

Sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1919.

Nombre des votants.....	216
Majorité absolue.....	109
Pour l'adoption.....	216
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilon. Albert Peyronnet. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Amic. Aubry. Audren de Kerdrel (général). Beauvisage. Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Bourganet. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moisan. Brindeau. Bussière. Butterlin. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Cha-

bert. Charles-Dupuy. Chastenot (Guillaume). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courrégelongue. Couyba. Grémieux (Fernand). Cuvinot.

Darbot. Daudé. Debierre. Defumade. Dehova. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dron. Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Ermant. Estournelles de Constant (d').

Fabien Cesbron. Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genoux. Gérard (Albert). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Hayez. Henri Michel. Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien).

Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Jouffray.

Kéranfec'h (de). Kérouartz (de).

La Batut (de). Lamarzelle (de). Larere. Las Cases (Emmanuel de). Lebert. Leblond. Le-glos. Le Hérissé. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascuraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeullart. Monis (Ernest). Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac.

Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Phillipot. Pichon (Stephen). Poirson. Potié. Poulle.

Quesnel.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonq. Reynald. Ribière. Riboisière (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancel. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Touron. Tréveneuc (comte de). Trystram.

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vignet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Dubost (Antonia). Fleury (Paul). Genet. Humbert (Charles). Milan.

ABSENTS PAR CONGRÉ :

MM. Boudenoot. Empereur. Flandin (Etienne). Peytral.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	217
Majorité absolue.....	109
Pour l'adoption.....	217
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 74)

Sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

Nombre des votants..... 217
Majorité absolue..... 109

Pour l'adoption..... 217
Contre..... 0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Albert Peyronnet. Alsaco (comte d'), prince d'Hénin. Amic. Aubry. Audren de Kerdrel (général).

Beauvisage. Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnot. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Bourganet. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussière. Butterlin.

Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazenove. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastelet (Guillaume). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Cuvinot.

Darbot. Daudé. Debière. Defumade. Dehova. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dron. Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Ermant. Estournelles de Constant (d').

Fabien-Cesbron. Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genoux. Gérard (Albert). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Hayez. Henri Michel. Henry Béranger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien).

Jaillé (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Jouffray.

Kéranfec'h (de). Kérouartz (de).

La Batut (de). Lamarzelle (de). Larère. Las Cases (Emmanuel de). Lebert. Leblond. Leglos. Le Hérisse. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Maguy. Maillard. Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascaraud. Maureau. Maurice-Faure. Mazière. Méline. Monier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlot. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeullart. Monis (Ernest). Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac.

Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penarros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Philippot. Pichon (Stephen). Poirson. Potié. Poulle.

Quesnel.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Roy (Emile). Reymond. Reynald. Ribière. Riboisère (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancel. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Touron. Tréveneuc (comte de). Trystram.

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain.

Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

Dubost (Antonin).
Genot
Humbert (Charles).
Milan.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Boudinot.
Empereur.
Flandin (Etienne).
Peytral.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 214
Majorité absolue..... 108
Pour l'adoption..... 214
Contre..... 0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 75)

Sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements des fonctionnaires de l'enseignement technique relevant du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Nombre des votants..... 217
Majorité absolue..... 109
Pour l'adoption..... 217
Contre..... 0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Albert Peyronnet. Alsaco (comte d'), prince d'Hénin. Amic. Aubry. Audren de Kerdrel (général).

Beauvisage. Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Bourganet. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussière. Butterlin.

Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazenove. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastelet (Guillaume). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Cuvinot.

Darbot. Daudé. Debière. Defumade. Dehova. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dron. Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Ermant. Estournelles de Constant (d').

Fabien-Cesbron. Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flaissières. Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genoux. Gérard (Albert). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Hayez. Henri Michel. Henry Béranger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien).

Jaillé (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Jouffray.

Kéranfec'h (de). Kérouartz (de).

La Batut (de). Lamarzelle (de). Larère. Las Cases (Emmanuel de). Lebert. Leblond. Leglos. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Maguy. Maillard. Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascaraud. Maureau. Maurice-Faure. Mazière. Méline. Monier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlot. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeullart. Monis (Ernest). Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac.

Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penarros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Philippot. Pichon (Stephen). Poirson. Potié. Poulle.

Quesnel.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Roy (Emile). Reymond. Reynald. Ribière. Riboisère (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancel. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Touron. Tréveneuc (comte de). Trystram.

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Dubost (Antonin).
Humbert (Charles).
Le Hérisse.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Boudinot.
Empereur.
Flandin (Etienne).
Peytral.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 215
Majorité absolue..... 108
Pour l'adoption..... 215
Contre..... 0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

Ordre du jour du mardi 23 septembre.

A seize heures, séance publique :

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'institution de syndicats obligatoires pour la défense contre les sauterelles en Algérie. (Nos 190 et 361, année 1919. — M. Saint-Germain, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'accorder certaines immunités fiscales aux sociétés civiles de mines dont l'exploitation est située dans les régions envahies ou dévastées par l'ennemi et qui désiraient se transformer en sociétés anonymes. (Nos 359 et 461, année 1919. — M. Jénouvrier, rapporteur ; et n° 403, année 1919. — Avis de la commission des finances. — M. Lhopiteau, rapporteur.)